

À la rencontre des Brestoises et des Brestois



“Deux ans de travail, plus de 500 rencontres et 1 500 personnes pour poser ce premier diagnostic de territoire. Avec « Mon Brest », nous avons échangé et laissé la parole à celles et ceux qui vivent le territoire.”

Stéphane Roudaut, président de Mon Brest



Faire autrement !

Deux ans de travail, plus de **500 rencontres** et **1 500 personnes** pour poser ce premier diagnostic de territoire.

Avec « **Mon Brest** », nous sommes allés à la **rencontre**, nous avons **échangé**, nous avons laissé la **parole** à celles et ceux qui vivent le territoire : les acteurs de la culture, du sport, de l'économie, de l'éducation, des solidarités... Tous ceux qui font la **force** et la **richesse** de la Ville et de son **territoire** tout entier. Nous sommes « allés vers » des bénévoles, des professionnels, des citoyens. Tout simplement.

Cette démarche était nécessaire et salutaire parce que la **défiance** est là. Elle s'installe petit à petit entre les citoyens, les habitants et les « *pouvoirs publics* », les « *politiques* », les « *collectivités* ». Peu importe comment on les nomme. Tout ce qui constitue la **chose publique**, tout ce qui représente l'exercice des fonctions électives devient suspect... et c'est dramatique.

Rien ne sert de s'appesantir sur ce triste constat, il convient d'en comprendre les causes – par définition plurielles et complexes – pour en revenir à l'essentiel : la **démocratie**. Voilà pourquoi nous avons entrepris cette démarche unique, cette **consultation inédite** par le nombre et la diversité des intervenants.

Mais parce que nous n'avons fait qu'entrevoir une partie de ces **vérités** ; parce qu'au final toutes et tous dans chaque domaine n'ont pu être rencontrés ; parce qu'aussi – et bien que pleins de bonnes volontés – nous ne sommes pas des experts... ce travail est imparfait, partiel. Nous en appelons donc à l'**indulgence** de chacun.

Retenons toutefois ensemble ce vrai pas de côté, cette écoute volontaire, ce **diagnostic** qui en découle, cette **force collective** qui témoignent d'une méthode et d'une **réalité** : dans la vie publique, on peut « **faire autrement** ».

Cette dynamique a vu chacun d'entre nous changer et s'enrichir. Et je veux ici les **remercier** toutes et tous de m'avoir accompagné dans cette démarche. Elle a demandé du temps, de l'énergie, dérobés aux moments personnels et familiaux.

Aucune des personnes rencontrées ne nous a parlé du « *grand soir* », mais toutes et tous nous ont évoqué ce **projet**, la nécessité de coudre et rassembler ces **forces du territoire**... et surtout, de les respecter et de les porter par l'**action publique**.

On peut assurément passer, en France comme localement, de la défiance à la **confiance**, mais il convient au préalable de « **faire autrement** ».

MON
Brest

Ober en ur mod all.

Daou vlaouzezh labour, ouzhpenn **500 emgav** ha **1500 den** evit sevel an diagnostik tiriadel kentañ-se.

Gant : « **Ma Vrest** » hon eus **kejet** hag **eskemmet** gant tud o bavañ ar vro : tud ar sevenadour, ar sport, an ekonomiezh, ar deskadurezh ha kenskoazell. Ar re a ra **nerzh** ha **pinvidigezh** ar vro hag an **tachennad** penn da benn. Kejet hon eus gant den a volonteiz, den a vicher hakeodedourien.

Andoare ober-se a oa ret hayec'hedus abalamour d'an **difiz**. Difiz etre ar c'heodedourien, anannezidi hag ar galloud publik, ar politikerion, ar stollennoù. Forzh peseurt anv e vez anvet. E gwirionez toud ar pezh a zo liammet gant an **dra publik**, hag a ziskouez ar c'hefridi aneleksion a teu da vezañ disfizius. Mantrus eo.

Ne servij da netra da chom stanket war ar gwall koñstad-se. Gwelloc'h eo komprenn petrazokaoz –ha kaozioù alies ha disheñvel a zo. Ar pep pouezusañ eo an **demokratelezh**. Abalamour da se hon eus embregeret ur metodologiezh unik, un **taol-sell diembann** gant tud niverus haliessourt.

Digarezhit ma'z eo diachu ha diglok al labour : n'hon eus ket sellet nemet ul lodenn eus ar **gwirionez**. N'hon eus ket graet anaoudegezh gant an holl dud war an holl tachenn. N'omp ket prizachourien kennebeut. Bezit trugarezus.

Dalc'homp soñj eus ar selaou mennet, an **diagnostik** dibenn hag ar **nerzh kalon a-stroll** a-drugarezhd'un hentenn hag ar **gwirvoud**. E buhez publik omp gouest d'**ober en ur mod all**.

Pephini en deus cheñchet ha pinvidikaet gant an nerzh ha startijenn. **Trugarez deoc'h** davezañ ambrouget ganin gant ar metodologiezh-se. Kemer a ra amzer ha startijenn e-toueskho amzer dieub, hag ar familh.

Den ebet n'en deus komzet eus an « *Abardaez meur* » met damvenneget o deus war ar **raktress** ; bodañ **forzhoù ar vro**, ha dreist-holl en ur doujañ anezho evit sevel d'ar penn an **ober publik**.

E Bro C'hall pe er vro-mañ e c'hellomp temen eus an disfiziañs d'ar **fiziañs** gant ma vo « **graet en ur mod all** ».

Troet gant Katia Guennegou



Stéphane
ROUDAUT

CHARTRE DES VALEURS

01 – HUMANISME

Nous plaçons l'humain au centre de toutes nos valeurs, afin d'assurer la cohésion sociale, la solidarité et de préserver la dignité en donnant sa place à chacun, l'inclusion et la lutte contre les discriminations sont des priorités.

02 – ÉGALITÉ

Nous reconnaissons comme fondamentale la garantie de l'égalité des chances. Nous sommes attentifs à l'équité de traitement dans toutes nos décisions et les actes qui en découlent.

03 – EXEMPLARITÉ

L'exemplarité (transparence, non-violence, écoute....) est pour nous un devoir moral. Nous nous engageons à dire ce que nous faisons et à faire ce que nous disons.

04 – LAÏCITÉ

Refusant toute forme de dogmatisme, nous prôtons les valeurs de respect et de tolérance entre les personnes.

05 – LIBERTÉ

Nous défendons la liberté de penser et d'agir dans le respect de l'intégrité et de la sécurité de chacun.

06 – RESPECT

Dans notre monde qui évolue, nous prôtons, en accompagnement du progrès, la préservation des ressources et de la planète. La prise en compte des transitions est au coeur de nos réflexions afin de faire évoluer les pratiques et accompagner les changements.

07 – OUVERTURE D'ESPRIT

La modération et la volonté de rassembler fondent notre démarche. Nous refusons toute compromission avec les "extrêmes" et nous sommes à l'écoute afin de répondre aux préoccupations de tous. Nous apprenons de nos erreurs et croyons à la force du collectif.

08 – SOLIDARITÉ

Nous sommes fiers de notre ville et de ses forces vives. Nous souhaitons, avec chaque Brestoise, et Brestois, être dignes ambassadeurs de la cité. Nous affirmons notre attachement à l'Europe, vecteur de paix, de fraternité entre les peuples.

LA DÉMARCHE

Pendant **deux ans**, l'association Mon Brest, a mené un travail de fond auprès des habitantes et des habitants de la ville. L'ambition : leur **donner la parole**, les écouter et réunir les échanges dans un document que nous vous livrons ici. Près de **500 personnes**, fréquemment expertes dans leur domaine, ont accepté de nous rencontrer, souvent de manière anonyme.

Cette démarche est **une première** sur le territoire. La grande majorité des personnes interrogées n'avaient jamais eu l'occasion de s'exprimer ainsi.

La démarche repose sur un travail autour de **18 thématiques** identifiées par l'association Mon Brest. Sécurité, culture, solidarité ou encore sport, ces thématiques forment l'ensemble de l'activité de la municipalité auquel nous avons ajouté des **sujets complémentaires**, tels que les transitions, que nous avons souhaité aborder car ils sont désormais primordiaux. Pour chaque thématique, les experts ont apporté leurs **points de vue**, leurs **interrogations** et les **solutions** qu'ils imaginent pour améliorer l'existant.

80 % d'écoute, 20 % de prise de parole

Chaque entretien dure environ une heure. La méthode choisie est celle de l'**entretien semi directif** : 80 % d'écoute et 20 % de prise de parole. Le but de cette

approche est d'explorer en profondeur les problèmes qu'expriment les citoyens/experts et de les confronter aux réflexions que l'association Mon Brest a développé de son côté au fil d'ateliers menés au sein de la structure. Souvent, des **problématiques communes** sont apparues dans les réponses données. Lesquelles rentrent parfois en concordance avec les constats faits de son côté par l'association Mon Brest. Une fois les **problèmes identifiés**, les ateliers organisés par l'association prennent le relais pour inventer collectivement des **pistes de solutions**, débattues et priorisées. Il en ressort un ensemble de propositions, entre innovations et dispositifs à améliorer, que vous retrouverez avec chaque thématique traitée.

Un travail d'intelligence collective

Ce processus, rigoureux et sensible, n'est ni un sondage, ni une démarche descendante. Il se fonde sur des signaux faibles, de la diversité des expériences, et sur une conviction : **les habitants ont envie de s'exprimer**, et méritent d'être écoutés. Beaucoup ont dit leur plaisir d'être ainsi interrogés. Aussi, les solutions proposées ne sont-elles pas imposées : elles sont **co-construites**. C'est un travail d'**intelligence collective**, fait par et pour les Brestoises.

En résumé, notre approche est :

- **Une méthode avec une diversité des points de vue**

L'objectif n'est pas la représentativité statistique mais la couverture des types d'expériences, en allant chercher des profils variés : experts, habitants, agents de terrain, jeunes, retraités, précaires... Cette diversité permet de construire une vision systémique et transversale.

- **Une méthode d'exploration, pas de validation**

C'est une phase exploratoire, qui alimente la réflexion stratégique. La validation peut venir ensuite par d'autres outils : consultation large, enquête publique, données chiffrées.



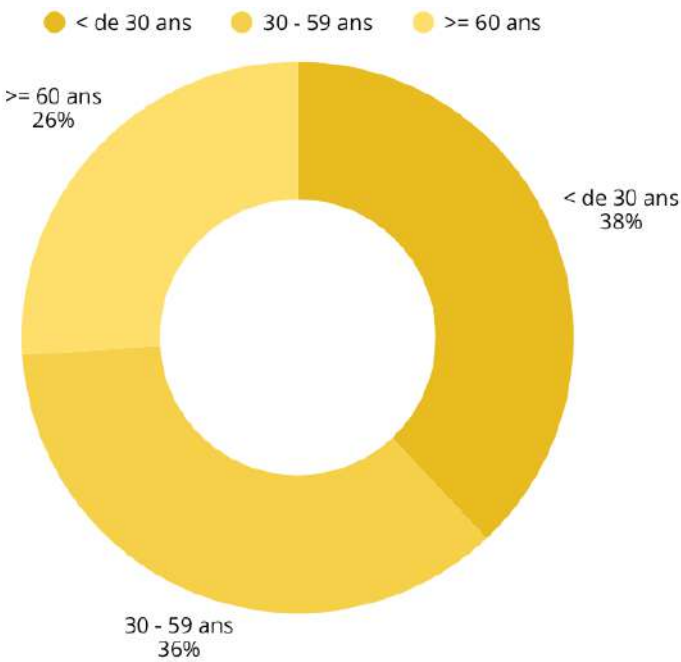
Nous tenons à remercier...

Alain Pochart, Amandine Affinito, André Rosec, Anna Guillerm, Aurélie Drivet, Axelle Lamour, Bastien Poupon, Bertrand Abiven, Brian Itema, Bruno Calves, Camille-Océane Appamon, Carole Autret, Christel Bony, Christine Margogne, Clara Prin, Claudine Péron, Clément Posier, Delphine Gaillard, Erwan Carralou, Erwan Eouzan, Ewena Guennoc-Monot, Franck Gouriou, Frédéric Laurent, Gabriel Jimenez, Gaëlle Monot, Gildas Priol, Gilles Grall, Isabelle Brajeul, Isabelle David, Jean-Philippe Elkaim, Jean-Pierre Richard, Jérôme Wipf, Jérôme Balcon, Julien Perez, Julien Sévellec, Laurent Guillevin, Lee Bo Ram, Mathilde Lescour-Goyat, Maxime De Souza, Nathalie Collovati, Nicolas Demercastel, Norah Belfadel, Olivier Chapotel, Pascale Terrom, Philippe Bazire, Philippe Ranchère, Raphaël L'Herrou, Sandrine Laurans, Sergueï Borisov, Stéphane Baot, Stéphanie Borghero, Tristan Legros, Victor Léon, Yannick Lossouarn, Yoann Longuestre.

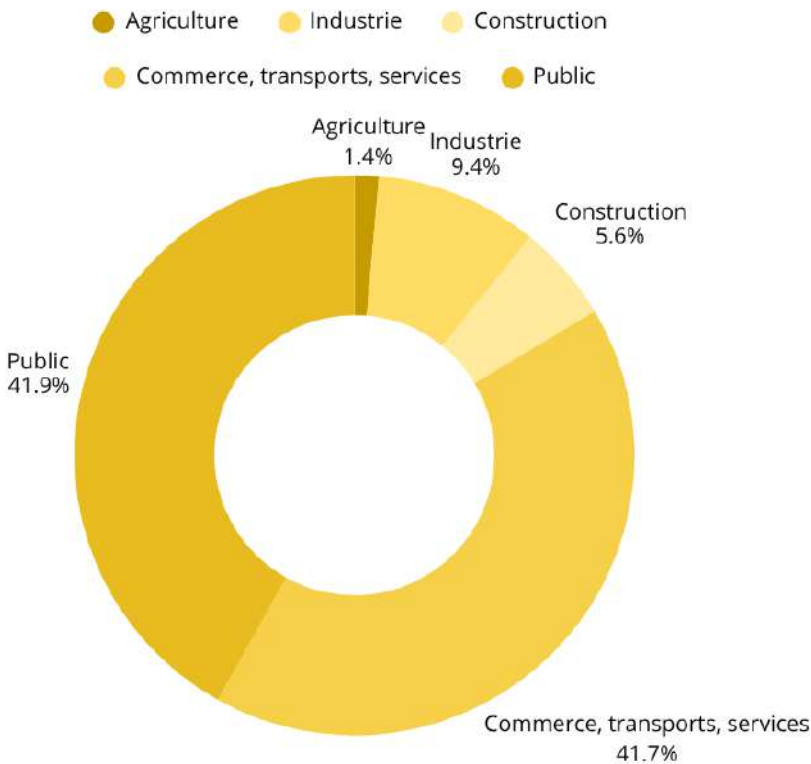
Nos plus chaleureux remerciements à toutes les personnes interrogées soit individuellement soit lors d'une table ronde, la majeure partie d'entre elles souhaitant rester anonymes, nous avons fait le choix de ne citer aucun nom.

DES CHIFFRES-CLÉS

Âges des 140 000 Brestois :
comment se répartit la population ?



Secteurs d'activités des 83 000 travailleurs brestois :
comment se répartit la population ?



À noter...

38% de la population brestoise a moins de 30 ans (supérieur à la moyenne nationale).
La population du Pays de Brest dénombre un total de **425 000** habitants.
Brest dénombre **31 000** étudiants répartis dans une dizaine d'écoles supérieures.
La démographie brestoise est moins dynamique que les autres métropoles de l'Ouest.

(données INSEE 2021)

	BREST	MÉTROPOLE
Revenu médian	21 500 euros	23 100 euros

À noter...

À Brest, le revenu médian est inférieur de **10%** à la moyenne nationale.

(données INSEE 2021, Adeupa, collectivites-locales.gouv)

	BREST	MÉTROPOLE
Charges de fonctionnement global	134 500 000 euros	373 000 000 euros
Charges de fonctionnement par habitant	946 euros	1 728 euros
Dette par habitant	161 euros	1 485 euros

À noter...

Les ratios de dette et de charge par habitant sont supérieurs à la moyenne nationale pour Brest Métropole et les ratios pour la ville de Brest sont, eux, inférieurs à la moyenne française.

(données 2023 collectivités-locales.gouv)

LA VISION

À quoi ressemblera le **Brest de demain** ? Après avoir échangé, durant deux années, avec des centaines d'habitants, *Mon Brest* vous propose sa **vision de l'avenir**, forgée au fil de ces multiples **rencontres** et échanges avec les gens d'ici qui nous ont parlé de leur vie de tous les jours, de leurs craintes, de leurs colères parfois, mais aussi de leurs espoirs. Ville de contrastes où l'histoire maritime côtoie les fulgurances de l'innovation, Brest est un **territoire** en quête de sens et de renouveau, une double aspiration qui légitime la grande enquête que nous avons menée. Pour la synthétiser, nous avons identifié **trois axes majeurs**, la proximité, le vivre ensemble et le rayonnement, pour offrir la vision d'un Brest plus ouvert, plus proche et plus sûr.

La pro-xi-mi-té !

Les quartiers sont l'âme de Brest. C'est un échelon bien identifié de la ville, un élément de notre identité et la source de bien des discussions. Mais aujourd'hui, il faut repenser l'organisation territoriale et tenter d'offrir à chaque citoyen l'accès aux fonctions essentielles près de chez lui : commerce, mobilité, santé, citoyenneté, culture... Dans un monde où le virtuel se fait omniprésent, il faut en revenir à l'essentiel qui tient en quatre syllabes : la pro-xi-mi-té. Le local, le tangible, le concret.

Cette proximité ne peut se construire sans une **gouvernance à l'écoute**. Aujourd'hui, une distance s'est installée entre les pouvoirs publics et les citoyens. Ils nous ont parlé avec insistance, dans ces entretiens, de cette fracture de plus en plus manifeste, et qu'il est impératif de combler. Il est temps d'ouvrir grand les écoutilles et de bien entendre toutes les voix, pour une **approche moins verticale et plus participative**. Pour instaurer la confiance, la collectivité doit être à l'écoute des citoyens et des acteurs du territoire.

Les enjeux du vivre ensemble

Le vivre ensemble à Brest exige un équilibre toujours délicat à trouver entre sécurité et liberté, entre ordre et créativité, entre festivités et tranquillité. Et c'est aux élus, garants de la **sécurité**, que revient la difficile mission d'assurer l'équilibre entre prévention et répression. Entre l'éducation à la citoyenneté et la sanction de toutes les incivilités qui ternissent le quotidien. Alors, pour les épauler, faut-il une police municipale dont Brest est la seule grande ville de plus de 100 000 habitants à ne pas en être encore pourvue ? La question alimente un **débat permanent** après les dérives dont la gravité augmente plus que le nombre. Ce qui les rend de moins en moins supportables. Or le vivre ensemble commence par là : pouvoir vivre en toute **tranquillité**, marcher dans les rues sans crainte ou emprunter les transports publics l'esprit tranquille. À Brest, ce n'est pas tous les jours le cas et les échanges avec nos nombreux interlocuteurs



témoignent d'une **réalité aussi palpable que regrettable**. Elle ne nécessite pas seulement une présence policière dans les rues, mais aussi celle d'éducateurs de quartiers qui travaillent souvent dans l'ombre afin de rendre **la ville meilleure**.

Besoin de cohésion

Mais le **vivre ensemble** ne se limite pas à la lutte contre l'insécurité. À Brest, les inégalités sociales et l'isolement touchent de nombreuses familles et les acteurs locaux redisent le besoin de renforcer la **cohésion** et de valoriser le bénévolat. Les lieux de **solidarité**, de **proximité**, comme les centres sociaux, sont essentiels à cette mission. Quant à l'**inclusion** des personnes en situation de handicap, ou des progrès restent à mener, elle nécessite une meilleure coordination et des financements accrus pour les établissements médico-sociaux.

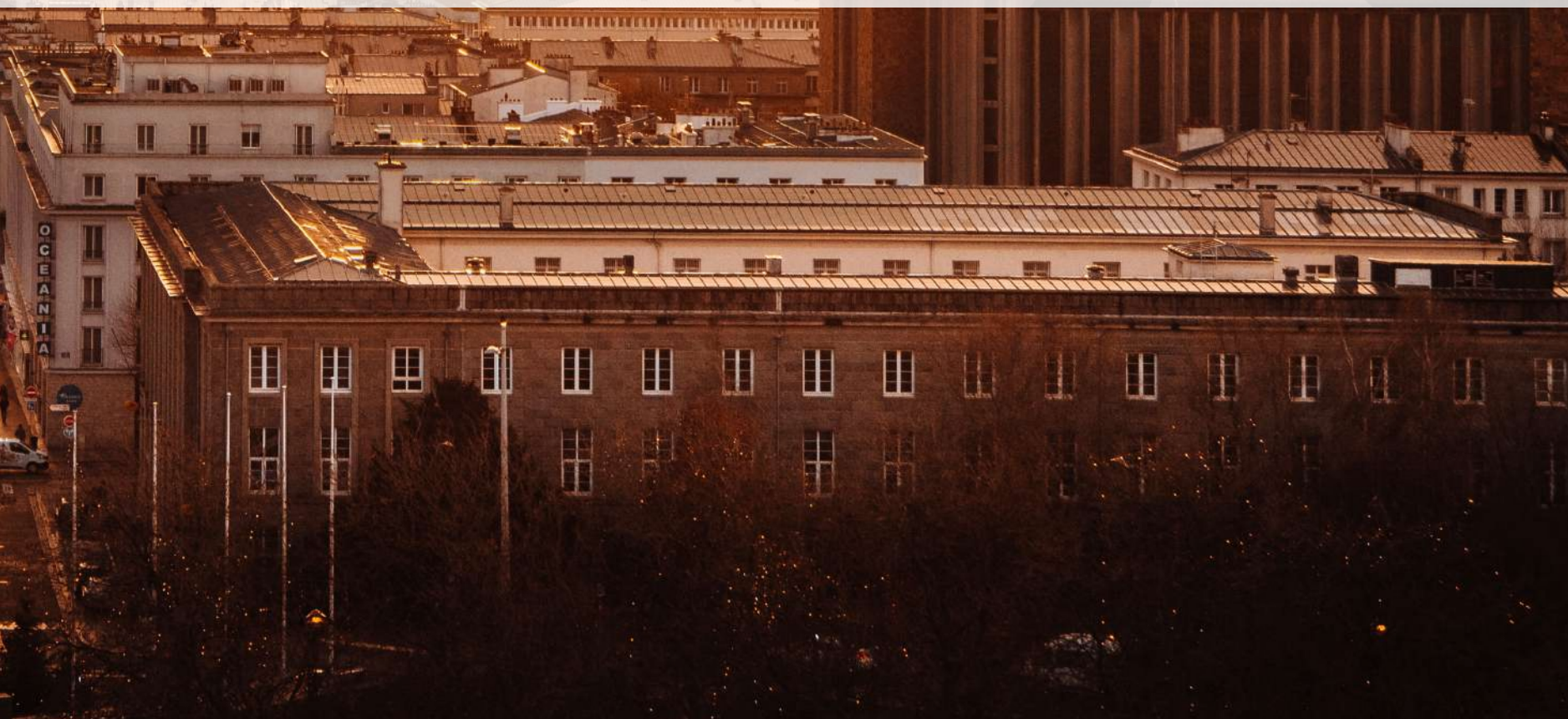
Le rayonnement doit être incarné

Brest a le **potentiel** pour rayonner au-delà de son territoire. Pour cela, il importe de renforcer la **confiance en soi** et en ses capacités, de se débarrasser des complexes hérités d'une ville ouvrière, qui pourtant a su se réinventer. Brest est aujourd'hui un poumon économique, avec des atouts majeurs dans les domaines universitaire, hospitalier, bancaire, agroalimentaire ou maritime. Le territoire doit **s'appuyer sur ses forces** les plus vives, sans saupoudrage et avec une ligne directrice forte.

Et cette confiance est d'autant plus nécessaire en ces temps incertains pour aborder les grandes transitions qui vont marquer les années à venir. La **transition économique** dans un monde où tout s'accélère, la **transition écologique** dans un environnement perturbé, la **transition alimentaire** qui va peser lourdement sur la principale activité bretonne, de la fourche à la fourchette comme dit le slogan. Brest doit aborder ces **trois grandes transitions** avec lucidité mais aussi une grande détermination. Car si elles sont toutes trois porteuses d'enjeux cruciaux autour de thèmes majeurs comme l'eau ou les mobilités, elles offrent aussi des **opportunités** pour créer de l'emploi et attirer de nouveaux talents ou de nouvelles activités.

Brest face aux transitions

Brest a les atouts pour surfer sur ces **changements** mais la **volonté** doit être incarnée par des figures fortes et une **stratégie claire**. Les villes qui vont de l'avant sont **décomplexées**. Elle savent prendre des risques et peser au niveau régional, une plus grande coordination territoriale est d'ailleurs nécessaire en Finistère et Bretagne, mais également au niveau national et européen. Brest l'enclavée doit devenir une **ville ouverte** à tous les horizons. Brest a aujourd'hui tous les atouts pour faire entendre sa voix. Demain elle affirmera encore davantage son **ambition**.



Sept enjeux pour la transition écologique

Face à l'urgence climatique, à l'effondrement de la biodiversité et à la nécessaire réduction de la dépendance aux énergies fossiles, les collectivités se trouvent à un moment charnière. Elles doivent concilier attractivité, qualité de vie et résilience environnementale. Pour atteindre cet objectif, sept enjeux ont été définis au cours de nos entretiens.

Les biodéchets, des éléments à valoriser en recréant une boucle d'économie circulaire. Il manque notamment un site de transit et de traitement avant l'envoi vers les méthaniseurs. Et les incinérateurs actuels, conçus pour le bois, brûlent des déchets plastiques, posant des enjeux de santé. « *Sur l'énergie on doit pouvoir se diversifier. La valorisation énergétique de la biomasse est une piste* » indique un directeur de structure.

28 000 logements alimentés par un réseau de chaleur urbain de 60 kilomètres de long

Les déchets de construction et les matériaux, des gisements à revaloriser. Les intervenants mettent en lumière la faible structuration locale des filières de traitement et de valorisation, comme les bois de classe B ou les combustibles solides de récupération, encore massivement exportés. Ce que confirme un directeur de service public : « *en Bretagne on se distingue car on ne traite pas localement. Il n'y a pas de chaîne de valeur locale.* »

Le réemploi, un mode de consommation à démocratiser. Réponse pertinente à la réduction des déchets, il reste encore à développer un écosystème local du réemploi, incluant moyens logistiques et coopération inter-acteurs.



Enjeux

- Boucles d'économie circulaire locales, via récupération et valorisation
- La préservation de l'eau, ressource naturelle en tension
- Le verdissement de la ville
- La contribution du territoire au mix énergétique
- L'éducation pour intégrer les transitions dans le futur du quotidien

« *On a commencé à capter du mobilier professionnel. On teste les récupérations et l'équipement des entreprises* » précise un directeur de recyclerie.

L'eau, une ressource en tension qu'il faut préserver. Un enjeu central tant du point de vue environnemental que technique et économique. Avec le dérèglement climatique et les ambitions d'urbanisation, la métropole pourra-t-elle répondre durablement aux besoins en eau ? Le territoire est confronté à deux pressions :

- L'imperméabilisation des sols liée à l'urbanisation provoque une vulnérabilité des vallées naturelles.
- Une pollution diffuse des rivières et du littoral en cas de pluie avec des ruissellements polluants.

Par conséquent, « *La refonte des réseaux d'eau potable est un enjeu considérable* » comme le souligne un intervenant.



L'environnement naturel autour de Brest (rade, rivière, vallons)

La ville doit basculer de « Brest la grise » à « Brest la verte » en redonnant de la place à la nature. Elle fait face à une forte minéralisation de son territoire urbain, modèle aujourd'hui questionné « *On manque de poches de pleine terre, d'arbres anciens, de liens nature en ville* » note un urbaniste.

L'énergie nécessaire pour notre métropole sera issue des nouvelles ressources et devra rester compétitive. La Bretagne ne couvre actuellement que 30 % de ses besoins énergétiques en raison de nombreuses réticences passées qui ont freiné le développement d'un mix local. Pourtant, des leviers se dessinent avec les énergies marines et même le solaire. « *Il faut développer un nouveau mix énergétique* » explique un expert énergie.



Centre-ville reconstruit et minéral

Pas assez d'espaces verts et arborés

Forte dépendance énergétique

Les élus et les citoyens doivent être « éduqués » pour comprendre comment les transitions écologiques, énergétiques ou économiques vont impacter leur quotidien. Cela nécessite une véritable acculturation de l'ensemble des acteurs du territoire, élus, entreprises, citoyens. Un manque de coordination et de culture commune ralentit les dynamiques de transformation.

Il faut développer un nouveau mix énergétique.



Guinguettes au fond de la Penfeld.
Image générée par intelligence artificielle selon les idées des personnes interrogées.



Solutions esquissées lors des entretiens

- Optimiser la valorisation des déchets de chantier via une industrie locale
- Transformer la ville en « éponge » avec des espaces d'infiltration, pour la gestion des eaux pluviales
- Faciliter la collecte et la valorisation des biodéchets à la source
- Sensibiliser et fédérer autour des projets d'énergie renouvelable, en particulier EMR
- Assurer un portage politique fort et transversal des transitions



Tous dans le même bateau ?



Enjeux

- Cohabitation efficiente : ville – port industriel
- Gestion du foncier portuaire
- Dynamisation de la voile sportive et olympique
- Les liaisons ville – ports et les accès à la mer

“Créer une sorte de cluster ou de comité d’organisation associant port, entreprises, clubs, écoles, collectivités.

1 100 jours d’occupation des formes de radoub pour la réparation navale*



Rade de Brest, sa taille, son image, un énorme “terrain de jeux”

Place du port de Brest pour la région Bretagne et l’Europe

Base navale



Peu d’accès à la mer pour les habitants et les touristes

Une lisibilité difficile sur la destination et l’objet des différentes zones

Difficulté de liaison ville – ports

Un port militaire, un port de commerce, deux ports de plaisance, un port de pêche, la réparation navale civile, les transports maritimes, les zones industrielles, le polder... Le front de mer brestois est un patchwork maritime d’une diversité quasi-unique en France. Les entretiens que nous avons menés avec des responsables et usagers des activités portuaires témoignent de cette diversité et de la complexité des problèmes posés par ce foisonnement d’activités.

Poutine a chamboulé la vie du port de Brest. Le port militaire a retrouvé sa vocation stratégique, le moindre m² est devenu précieux, et il ne faut plus attendre de grignotage du domaine militaire, malgré tous les souhaits exprimés. Les terrains disponibles se font rares ou inadaptés. Pour ceux qui y travaillent, qui souhaitent y développer leur activité, l’espace et les accès manquent. L’enjeu, aujourd’hui, est de mieux partager l’espace, sans nuire aux activités industrielles, qui restent essentielles.

Trafic en hausse au port de commerce, à **2,7** millions de tonnes*

Un port industriel et populaire

« Le port doit rester industriel » disent les professionnels, pour couper court aux espérances de ceux qui voudraient aussi en faire un lieu de promenade pour les Brestois. « Les gens veulent des parkings sur le port, les industriels veulent du foncier » insistent les professionnels. La transformation est pourtant possible, disent à l’inverse ceux qui imaginent un itinéraire piéton et cyclable continu entre les deux marinas du château et du Moulin-Blanc, ponctué de belvédères, de panneaux d’interprétation, de haltes. Un chemin vivant entre la ville et la mer. Alors pourquoi ne pas chercher à faire coïncider les deux ?



Solutions esquissées lors des entretiens

- Établir un zonage clair et prospectif pour les différentes activités portuaires
- Associer tous les acteurs au projet urbain
- Créer des parcours agréables de mobilité douce entre les différentes marinas/plages/ lieux de vie
- Organiser le transport et l’accueil de tous les scolaires de la métropole pour la pratique de sports nautiques

Un « cluster » pour mieux coordonner

Ce foisonnement d’activités pose aussi des problèmes de coordination. « On ne se parle pas » avoue un acteur du port. D’où la suggestion avancée de créer une gouvernance maritime structurée, « une sorte de cluster ou de comité d’organisation associant port, entreprises, clubs, écoles, collectivités. » Pour traiter en commun des sujets comme la planification des usages du port ou du polder, la valorisation des métiers de la mer, l’intégration des jeunes dans les grands événements maritimes ou encore de développer une marque ou une vision partagée pour forger une identité. Une autre hypothèse est avancée pour fédérer : la désignation d’un élu spécialement délégué à la mer dans toutes ses composantes.

Le nautisme trop encalminé

Ce cluster pourrait aussi évoquer la situation fragile du secteur du nautisme, malgré le potentiel exceptionnel de la rade de Brest et le succès de la voile de loisir. Les acteurs peinent à attirer et retenir des professionnels formés et passionnés, le vivier de jeunes talents se réduit, et même les filières d’excellence – comme la voile olympique – rencontrent un manque de candidats. « On a perdu nos meilleurs entraîneurs. Il n’y a pas de filière visible pour les jeunes » pointent les spécialistes de la voile. Les clubs font état d’un manque de moyens, d’un accès trop compliqué pour les écoliers brestois, d’un foncier inadapté ou sous-exploité et de la quasi-absence d’espaces dédiés aux mises à l’eau légères. Ce constat freine l’essor d’un secteur pourtant porteur pour l’image et l’identité maritime de Brest.



La plaisance reste à quai

Ces échanges ont aussi été l’occasion de s’interroger sur la place qu’occupe la plaisance avec les deux marinas du Château et du Moulin-Blanc. Derrière ces apparences d’un port vivant et animé, la plaisance brestoise traverse des difficultés. L’accès aux marinas est complexe, les listes d’attente s’allongent. De nombreux bateaux amarrés ne quittent presque jamais leur ponton. L’espace dans les marinas reste figé et inaccessible pour de nouveaux arrivants ou de jeunes pratiquants. Les plus de 60 ans y sont surreprésentés. C’est une tendance nationale. Et elle pose question de la relève car, du coup, « la jeune génération n’a pas spécialement envie d’avoir un bateau. »

ALIMENTATION

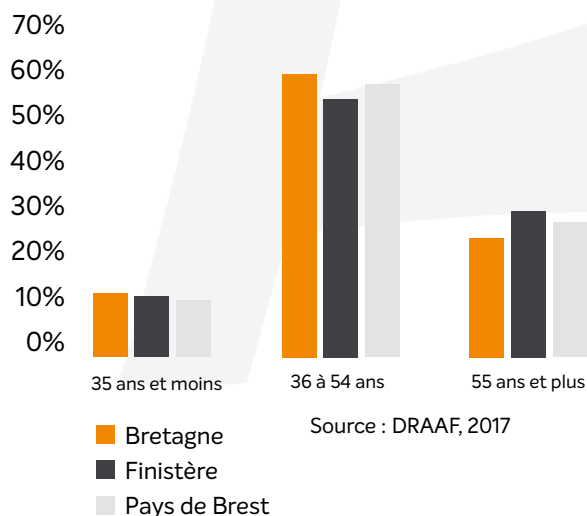
Le local, la solution globale

Le territoire fait face à plusieurs enjeux majeurs concernant l'alimentation et les circuits courts. Si la collectivité se trouve au coeur d'un territoire autosuffisant, la question de la qualité et de l'accessibilité se pose chaque jour. Nos intervenants, tous concernés par la problématique, nous proposent leurs vision et leurs solutions.

Priorité aux produits locaux

Brest doit préserver son autonomie alimentaire avec une offre locale, variée et suffisante. La Ville doit donc se connecter au monde rural proche. Mais avant cela, il y a une priorité : les appels d'offres actuels ne favorisent pas toujours les produits locaux. Comme le souligne la directrice commerciale d'un grossiste local : « *Dans de nombreux appels d'offres, on doit s'engager sur des prix et des volumes. Le problème, c'est que l'on ne doit pas s'engager sur l'origine. Il faut le mettre comme un impératif !* » Par ailleurs, le bio, souvent importé, est privilégié au détriment des produits conventionnels locaux de qualité. Côté solutions avancées, la collectivité pourrait interdire certains produits hors saison. La cuisine centrale pourrait également ajouter un critère pour favoriser le local plutôt que le bio non local dans le respect du code des marchés publics.

L'âge des exploitant(es) agricoles selon les territoires



Aux côtés de l'agriculture

L'urbanisation croissante a grignoté les terres agricoles, et la loi ZAN limite désormais l'étalement urbain. La préservation des vallons, parcs et espaces verts est cruciale pour les enjeux liés à l'eau et la biodiversité tout comme l'accompagnement de l'agriculture vers des modes de productions raisonnés. Un urbaniste brestois souligne ainsi que : « *La qualité du sol est un enjeu pour la biodiversité.* »

Allouer des terres pour l'installation de jeunes agriculteurs est un enjeu fort. Créer une foncière pour moderniser les locaux de l'industrie agroalimentaire est une piste à explorer. Enfin, face à la diminution annoncée du nombre d'agriculteurs, personne ne baisse les bras : nos intervenants prônent un accompagnement de la structuration des canaux de distribution locaux et l'adaptation des formations « métiers » en tenant compte des transitions et de l'innovation.

850 000
repas par an
servis dans les cantines brestoises

Accessibles les produits !

L'accessibilité des produits sains, locaux et de saison est un enjeu majeur pour les populations aux pouvoirs d'achat variés. Pour proposer le meilleur prix possible, il faudra pouvoir valoriser les filières locales auprès de tous afin d'atteindre par exemple l'objectif de cette association brestoise : « *On veut que les gens, des ménages modestes, puissent consommer des produits sains.* » Pour ce faire, pourquoi ne pas faire de Brest la ville avec le plus de marchés de plein air par habitant ? Regrouper les producteurs locaux avec une signalétique dédiée ?



Brest au sein d'un territoire qui peut permettre l'autosuffisance alimentaire

Le renouvellement des générations

Cessations d'activité totales	152
Nouvelles inscriptions à la MSA	83
Dont installations aidées (dotation aux jeunes agriculteur.rice.s)	43

Source : MSA_ODASEA_2017

Tout commence par l'éducation

L'éducation dès le plus jeune âge est cruciale pour conserver une alimentation de qualité. La directrice commerciale du grossiste local insiste : « *La saisonnalité, les enfants doivent l'apprendre. Il faut pouvoir éduquer les enfants sur quels produits consommer et quand ? Il faut éveiller la curiosité.* » Nos intervenants proposent donc des cours sur l'alimentation, la saisonnalité et la cuisine. Ils imaginent également revaloriser l'image des métiers agroalimentaires en ouvrant les portes des entreprises.

“On veut que les gens, des ménages modestes, puissent consommer des produits sains.”



2 096
exploitations agricoles
dont 188 bio recensées
dans le pays de Brest



Enjeux

- Tendre vers l'autonomie alimentaire territoriale avec un offre locale variée
- Préservation de l'agriculture et des ressources naturelles pour garantir la résilience du territoire
- Éducation dès le plus jeune âge
- Produits accessibles à tous pour une alimentation plus durable



Solutions esquissées lors des entretiens

- Interdire dans les cantines certains produits hors saison via une sélection rigoureuse des achats
- Déployer un réseau de fermes pédagogiques sur la métropole
- Identifier dans la grille d'achats de la cuisine centrale des critères favorisant le local
- Faire évoluer le PAT de Brest Métropole en y associant les acteurs locaux

Un cadre à inventer

“**Il manque quelque chose entre l'idée et la première levée de fonds.**”



Au tournant de l'an 2000, quand Brest s'inquiétait d'un avenir pénalisé par l'éloignement géographique et la réduction du format de la Marine, qui aurait pu imaginer que vingt ans plus tard, une activité qui était alors à peine émergente allait créer 9 000 emplois dans 129 entreprises de l'agglomération brestoise ? L'économie numérique a soudain déferlé et aboli les distances, en trouvant un bon terrain dans une ville comptant plusieurs écoles d'ingénieurs et une université de qualité. Le bilan est flatteur mais tout de même très éloigné de ceux de Nantes et Rennes, deux des plus beaux fleurons français de l'économie numérique. Preuve que la métropole peut faire bien mieux et qu'il lui reste à inventer un cadre pour muscler son secteur de l'innovation.

Une gouvernance plurielle

Certes, plus d'une centaine d'entreprises sont accompagnées par le Technopôle Brest-Iroise, solide pilier de l'économie brestoise, mais les entretiens que nous avons menés témoignent d'une certaine insatisfaction, entre autres « *parce que le Technopôle n'est pas assez collaboratif* » comme le note un membre de la direction d'une grande école. Mais ce qui ressort surtout, c'est la volonté d'une gouvernance plurielle « *La collectivité, dit un entrepreneur, doit être facilitatrice, mais pas pilote* » avec pour corollaire un défaut de stratégie de territoire « *pour déterminer des secteurs phares.* »

« Un guichet unique »

Autre grief prononcé par un entrepreneur : « *l'écosystème d'innovation est trop cloisonné et peu accessible aux TPE et à l'économie solidaire.* » Mais aussi aux porteurs de projets « *On ne sait pas à qui s'adresser, ni quel dispositif mobiliser. Il faudrait un guichet unique* » propose une gestionnaire de tiers-lieu « *ainsi qu'un poste d' élu communautaire entièrement dédié aux transitions et à l'innovation.* » Il manque en outre une pépite locale pour inspirer les jeunes et leur donner l'esprit d'entreprise. Par ailleurs, les acteurs académiques (université, écoles...) sont invités à « *travailler moins en silo* » et à créer du lien inter-écoles.

« Des compétences business »

Mais ces porteurs de projets sont-ils nombreux ? Pas assez, jugent les professionnels du secteur, qui souhaiteraient voir plus de nouvelles pousses émerger à la pointe bretonne. Cela suppose un soutien plus résolu, de la part des partenaires, publics comme privés, et des investissements de pré-amorçage pour encourager les jeunes prenant des risques. « *Il manque quelque chose entre l'idée et la première levée de fonds* », dit l'un d'eux. Outre les habituelles mises d'investisseurs traditionnels, il faudrait aussi développer le financement participatif pour muscler un secteur qui souffre en outre d'une insuffisance de compétences business sur la Métropole. Un handicap quand il faut aider les projets à sortir de leur territoire. « *On a des ingénieurs mais trop peu de profils commerce-vente.* »



Enjeux

- Définition d'une stratégie claire du territoire sur l'innovation et l'IA : gouvernance, secteurs à porter, moyens, localisation
- Décloisonnement de l'écosystème d'innovation, le rendre également accessible à l'ESS, aux TPE
- Le travail en commun, les acteurs académiques, les entreprises, la collectivité, en co-construction préparer la résilience du territoire
- Le financement des porteurs, l'accès à l'investissement, au pré-amorçage

129 entreprises accompagnées par le **Technopôle Brest-Iroise**



La présence de plusieurs écoles d'ingénieurs et d'une université de qualité



Solutions esquissées lors des entretiens

- Créer une gouvernance spécifique à l'innovation, impliquée, au niveau de la métropole
- Bâtir un centre d'innovation maritime, un « cluster » pour attirer et accélérer les projets innovants maritimes
- Impliquer les entrepreneurs locaux, le privé, dans la stratégie, l'accompagnement, le pilotage des outils (ex : french tech) avec la collectivité en facilitatrice
- Reconnaître les incubateurs académiques comme des leviers stratégiques (mêler chercheurs et entreprises)
- Valoriser les événements autour de l'innovation



Il manque une réussite emblématique qui serait inspirante (un étendard)

L'éloignement des centres nationaux rayonnants

9 100 emplois dans la filière du **numérique**

Loin du coeur

Avec son éloignement géographique, la tutelle de la Marine, son climat trop océanique et ses multiples nuances de gris, Brest a longtemps traîné une morosité tenace. Les grandes fêtes maritimes ont heureusement modifié le tableau, la révolution numérique a aboli les distances, le réchauffement climatique inverse les valeurs mais la ville reste économiquement fragile, surtout en comparaison de ses deux plus proches voisines, Rennes et Nantes. Deux métropoles qui trustent les podiums de l'économie numérique alors que Brest cherche toujours à muscler son tissu d'entreprises performantes et d'envergure nationale.

Only hors-jeu

Certes sa position géographique reste ce qu'elle est et Brest souffre d'un isolement géographique pénalisant pour les entreprises, les talents et les implantations. Qu'elle soit en dehors des grands flux régionaux du transport aérien, il n'y a là rien de bien étonnant quand on est au bout du bout. Mais qu'elle perde sa liaison avec Orly qui autorisait les allers-retours dans la même journée porte un préjudice sévère à son accessibilité, surtout dans le monde des affaires où tout se joue souvent à coups de délais express.

Il y a très peu de start-ups en Finistère.

Un « projet de territoire »

L'accessibilité défaillante est le point noir. Il nécessite de maintenir la pression sur toutes les liaisons par air, par rail, par mer. Mais qui pour piloter le mouvement ? La conduite stratégique du développement économique reste dispersée et peu visible au point que les critiques se font parfois vives. « L'économie n'intéresse pas la métropole. » « Il y a peu d'impulsion. » « Le développement est endogène. » Mais aussi « Zéro aide à l'installation. » D'où la suggestion de créer « un fonds local d'amorçage coporté par les banques, les CCI, les collectivités et les réseaux d'investisseurs. » Mais il faudrait aussi et surtout clarifier les rôles entre institutions (collectivités, entreprises, chambres consulaires), resserrer leur coopération et lancer un « projet de territoire. » Voire, suggèrent certains, créer un collectif d'acteurs économiques, pour rassembler les poids lourds de la métropole brestoise et porter l'ambition commune.

Si j'avais une baguette magique j'aimerais...

« Faire travailler ensemble des start-ups de Toulouse et de Brest et des acteurs locaux à une solution de transport aérien électrique (18-20 places) à horizon 2027/2028. »

Répartition des 83 000 emplois de la ville de Brest



6,3% taux de chômage sur la métropole brestoise en 2023



Enjeux

- L'accessibilité depuis/vers les grandes métropoles françaises
- Valorisation de l'entrepreneuriat
- La ré-industrialisation du port
- Une ambition économique à co-construire à l'échelle du territoire
- Transmission d'entreprises et maintien des centres de décision à la pointe du Finistère



Pas assez de start-up

Ce défaut d'amorçage est une des causes de la faiblesse de l'écosystème d'innovation technologique. « Il y a très peu de start-ups en Finistère. » Et peu de projets structurants « Parce que les écoles ne forment pas assez à l'entrepreneuriat. » Donc pas assez d'acculturation à la prise de risque, aux start-up, à l'innovation. C'est dans la formation et le soutien que s'impose une nécessaire culture du risque. Mais il faut aussi répondre à cet autre impératif soulevé par un intervenant : « Les Bretons sont des bons producteurs, pas de bons vendeurs. » Il faut pourtant l'être encore plus qu'ailleurs dans ce territoire pénalisé par son isolement, riche d'acteurs engagés mais pas assez coordonnés, avec une gouvernance peu lisible et une sous-exploitation de ses atouts. Le potentiel est pourtant là : une économie diversifiée, des talents formés localement et une dynamique entrepreneuriale émergente.



État d'esprit des acteurs (territoire, résilience, solidarité)

Mer, potentielle matière première pour stimuler l'innovation

Accessibilité difficile depuis/vers les autres grandes métropoles

L'image de la ville



Solutions esquissées lors des entretiens

- Défendre nationalement le dossier des énergies marines renouvelables à Brest
- Définir des filières d'excellence prioritaires pour la collectivité (défense, santé, bancassurance, agroalimentaire...)
- Aider l'amorçage des jeunes pousses
- Créer une gouvernance économique innovante impliquant l'ensemble des acteurs

Sécurité, lisibilité, stationnité !



Commerçants dynamiques et résilients



“Augmenter les tarifs en plein travaux, fallait le faire !”

Faible revenu médian sur la ville :
21 500 euros



Solutions esquissées lors des entretiens

- Adopter une gouvernance regroupant les acteurs (collectivité, commerçants)
- Considérer l'activité commerciale du centre-ville comme stratégique pour la métropole
- Re-travailler le stationnement en cohérence avec les nouvelles mobilités
- Favoriser la rénovation de murs/commerces

Si, comme sur le fronton des mairies, il fallait une devise pour le commerce du centre-ville brestois, ce serait assurément « Sécurité, lisibilité, stationnité. » Avec même une majuscule sur le premier mot tant l'insécurité est devenue la préoccupation majeure des commerçants, après certaines dérives qui ont même abouti à la mise en place du système Angela pour protéger la clientèle en cas de harcèlement dans les artères du centre. Ce n'est certes pas une exclusivité brestoïse mais certains épisodes ont dégradé l'image du centre-ville et contribué à amplifier le sentiment d'insécurité. Une mère de famille, résume la situation : « J'interdis à mes filles d'aller plus haut que le centre Jaurès. »



Enjeux

- Attractivité du centre-ville
- Dynamisation commerciale dans les quartiers
- Accompagnement à l'installation et au retour d'activité
- La sécurité autour des lieux de vie

Police. Présence normale et visible

Alors bien sûr, on réclame un déploiement de police de proximité, voire même « de brigade de nuit et de brigade cynophile. » Mais le déploiement trop spectaculaire peut produire l'excès inverse « Quand on voit un policier, on pense qu'il y a un problème » nous a-t-on relaté lors d'un atelier collectif. Il faut donc réussir à trouver le juste équilibre avec une présence normale, visible, rassurante et justement proportionnée dans ce centre-ville qui souffre aussi des travaux du tramway et de tous les désagréments provoqués depuis plusieurs années. Le commerce est encore plus en souffrance, c'est une évidence.

Améliorer la relation commerces-mairie

Mais les commerçants du centre-ville ont aussi besoin de lisibilité, de comprendre les décisions et d'y être associés plus étroitement. En déplorant un manque de concertation, ils considèrent que le poids qu'ils représentent avec leurs 700 commerces mérite des relations plus étroites encore avec la mairie pour tous les problèmes du quotidien. Mais aussi pour une meilleure information sur tous les dispositifs qui les concernent ou qui peuvent contribuer à l'installation de nouveaux porteurs de projets.

Pendant les travaux la hausse continue

De la concertation, ils en voudraient aussi à propos du stationnement, sujet récurrent et encore plus crucial en période de gros travaux du tramway, dévoreurs de places de parking, comme à la gare. À ce propos, un commentaire très partagé : « Augmenter les tarifs en plein travaux, fallait le faire ! » Des tarifs jugés trop élevés et donc dissuasifs et qui relancent toujours le souhait de faciliter le stationnement le samedi, jour comptant double ou triple pour tout le commerce brestois. À défaut, ils aimeraient voir émerger des parkings silos et s'étonnent de ces logements nouveaux créés avec des parkings insuffisants.



Centre-ville à l'urbanisme vieillissant

Stationnement

Insécurité



3 100 établissements du secteur commerce-services sur **Brest** en **2023** (INSEE)



Rue piétonne commerçante où il fait bon flâner.
Image générée par intelligence artificielle selon les idées des personnes interrogées.

Le thème prioritaire pour les habitants

Pour deux Brestoï sur trois, c'est la sécurité qui devra être le thème prioritaire des élections municipales. Selon un sondage traité par la presse locale en avril dernier, 64 % des habitants attendent en effet qu'on leur donne d'abord des réponses sur cette thématique qui, au fil des ans, a grimpé dans le baromètre des urgences. À distance suivent l'emploi, le développement économique et le logement.

« Depuis le covid ça a doublé »

Ce souci prioritaire est porté principalement par l'explosion du trafic de stupéfiants et toutes ses conséquences, entre autres sur la vie des quartiers. Les chiffres officiels font état d'une baisse dans certains délits (cambriolages notamment) mais d'une hausse de 28 % sur un an pour les stupéfiants. Des témoignages vont bien plus loin que ces chiffres bruts : « Depuis le covid, j'ai l'impression que ça a doublé, voire triplé » lance un chauffeur de bus. « Il y a une dizaine de points de deal de 18h à minuit » indique un commissaire à la retraite. Avec de multiples conséquences collatérales car le narco-traffic entraîne une hausse de la criminalité, des violences et des règlements de comptes. Mais il fragilise aussi les quartiers, favorise les zones de non droit et la consommation de drogues et ses effets sur la santé. Tout cela a un coût très élevé pour les finances de l'État et des collectivités.

« Il n'y a pas de vidéo protection, ce n'est pas normal. »

Une police municipale à Brest aussi ?

Face à ce fléau, le premier remède évoqué, avec plus ou moins de vigueur, c'est bien sûr l'éventuelle création d'une police non seulement municipale mais également armée, une tendance qui se généralise devant la montée de la violence et la détermination affichée par les délinquants les plus radicaux. Commentaires au cours des entretiens : « Il n'y a pas de vidéo protection, ce n'est pas normal » s'alarme un agent de sécurité. « Les images ne sont pas exploitées par des agents formés » poursuit le commissaire à la retraite.

Une police municipale aurait un coût. Mais son absence n'a-t-elle pas aussi un coût social quand on mesure tous les dégâts collatéraux ? Et sur quelle jauge faut-il tabler ? Il faudrait aussi un centre de supervision urbaine pour l'exploitation des images, ce qui suppose plus de caméras sur tous les espaces publics avec un personnel dédié. Avec une possibilité de visionnage en temps réel, si nécessaire, étendue également aux bâtiments et aux sites sensibles.

En complément, viendra l'équipement des policiers en caméras-piétons, meilleure preuve du déroulement des faits pendant une intervention en permettant l'identification précise des mis en cause. Un procédé à l'effet très dissuasif pour la matérialité des preuves qu'il assure et donc pour les enquêtes puis les comparutions éventuelles en justice.

« Il y a une augmentation du niveau de la violence, pas nécessairement du nombre. »

Priorité aux victimes

Si le trafic de stupéfiants est en tête des priorités, il ne fait nullement oublier que les violences couvrent un large spectre, comme en témoignent ces commentaires d'entretiens : « Il y a une augmentation du niveau de la violence, pas nécessairement du nombre » note un médecin légiste. « Rue de Siam, rue Jean-Jaurès, partout, ça craint, même en pleine journée » ajoute le chauffeur de bus. Ou encore : « Les victimes se découragent et ne portent pas plainte » se désole une association qui lutte contre les violences faites aux femmes. « À Brest une agression à l'arme blanche par jour » s'indigne le commissaire à la retraite. De plus, « les violences conjugales se sont intensifiées depuis le COVID » conclue-t-il. À eux seuls ces commentaires donnent une idée de l'ampleur des problèmes à régler, soit par des solutions locales, soit en s'inspirant d'exemples d'autres villes, où les interactions informelles entre la police municipale et les habitants, et notamment les jeunes, ont des résultats prometteurs.

Brest est la seule ville, en France, de plus de **100 000** habitants sans police municipale

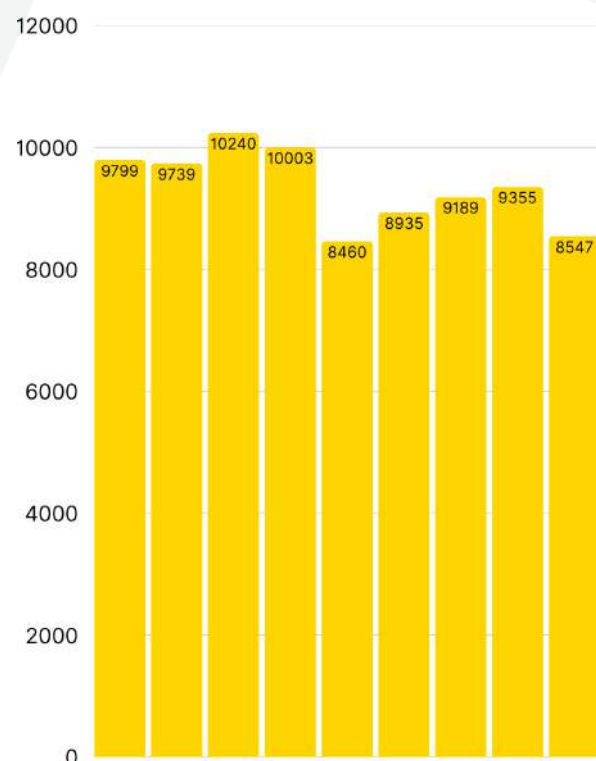
L'insécurité réelle et ressentie

L'absence de moyens suffisants dédiés à la sécurité

« Rue de Siam, rue Jean-Jaurès, partout, ça craint, même en pleine journée. »



Nombre de crimes et délits recensés chaque année à Brest depuis 2016



7 657
crimes et délits
recensés en
2024

(source : ville-data.com)

“**Les victimes se
découragent et ne
portent pas plainte.**”



Enjeux

- Renforcement et complémentarité des moyens
- Prévention des squats des halls d'immeuble et des occupations illicites des espaces publics
- Stratégie de lutte contre le trafic de drogue
- Accompagnement des publics vulnérables et prévention

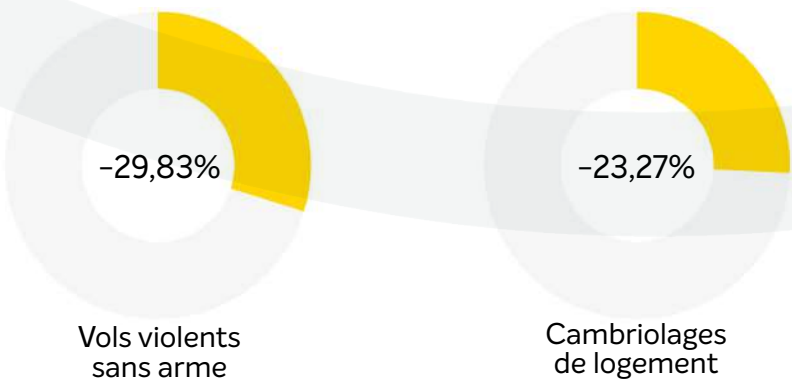


Solutions esquissées lors des entretiens

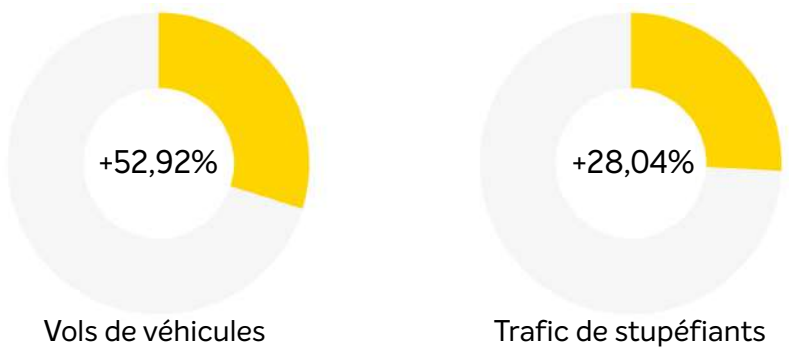
- Doter la Ville de Brest d'une police municipale équipée et en nombre suffisant
- Créer un centre de supervision urbaine (CSU) avec un plan de déploiement de caméras
- Améliorer la coordination des acteurs de la sécurité
- Mettre de la proximité, encourager les rencontres avec les forces de l'ordre
- Construire des logements d'urgence pour les victimes de violences intrafamiliales



Diminution du taux de délinquance à Brest en 2024



Augmentation du taux de délinquance à Brest en 2024



Place de la Liberté agréable et sûre.
Image générée par intelligence artificielle selon les idées des personnes interrogées.



Boulangerie

Bistrot

Logements

Librairie

Pôle médical

Ma



“Pour que chaque quartier



Police municipale

Logements

Restaurant

Supérette



Illustrateur : Olivier Chapotel

retrouve son esprit village.



Un bilan nuancé

Il y a deux manières de regarder le bilan de la santé à Brest. La première, façon dermatologue, c'est de rester en surface. Là rien à dire : les acteurs sont nombreux et le Contrat Local de Santé, porté par la ville, coordonne les professionnels dans un souci de santé publique. La seconde, façon radiologue, apporte un constat plus nuancé. Quand on creuse un peu auprès des infirmiers libéraux, des structures associatives, institutions universitaires ou encore des porteurs d'initiatives de prévention, ceux-ci nous parlent de manque de reconnaissance, d'absence de visibilité dans le conventionnement avec les pouvoirs publics et d'autres problèmes encore.



Enjeux

- La prévention, le repérage, l'alerte
- L'amélioration de l'accès aux soins pour tous
- La coordination des acteurs de santé de proximité
- Le soutien à l'innovation dans la santé et le bien-être

Manque de coordination

Si le réseau santé existe bien à Brest, regroupant de très nombreux professionnels, il y a un manque de coordination comme l'explique une infirmière libérale : « *On manque de temps, d'échange, d'écoute entre nous.* » Cette lacune peut avoir des répercussions sur le parcours de soins. Plusieurs pistes sont suggérées pour pallier à ce problème, comme la création d'un lieu de coordination, connecté aux quartiers et dédié à la prévention, la santé mentale, l'activité physique adaptée et les relais sociaux. Est également suggérée la mise en place d'outils de liaison entre professionnels, tel qu'un protocole (SMS sécurisé, plateforme, mail structuré) pour fluidifier les échanges.



Manque de Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) passé entre les collectivités et les associations

Augmentation de la précarité alimentaire : 19 % de la population brestoise vit sous le seuil de pauvreté (ADEUPA 2025)

“La santé mentale est une grande cause nationale, il n'y a pas de moyens supplémentaires pour y faire face.”

Stabilité, praticité

Après la coordination, c'est la stabilité qui est un peu mou du genou au niveau des structures de prévention. « *Nous n'avons qu'une visibilité annuelle sur le financement de nos conventions.* » lance un membre d'une structure de sport-santé. Le soutien annuel de la collectivité fragilise l'action continue sur le territoire. Les professionnels de la santé prônent donc la signature de conventions sur trois ans entre les collectivités et les structures.



Nombreux acteurs publics, privés, associatifs, dans le champ sanitaire, social et médico-social

Contrat Local de Santé du Pays de Brest conclu avec l'Agence Régionale de Santé (ARS)

Déséquilibre entre quartiers

L'accès aux aides et aux structures sociales sont jugées difficiles pour certains publics, dans certains quartiers. Une infirmière libérale souligne que « *les tuteurs sont souvent débordés.* » De plus, il existe des inégalités territoriales dans les soins à domicile, avec des variations significatives de l'offre de soins et des conditions de travail selon les quartiers, comme le note une professionnelle de santé : « *C'est vraiment par quartier. C'est très éclectique.* » Sur ce point, la création de référents sociaux et santé, par quartier, est envisagée. Leur présence fluidifierait les signalements (CCAS, juges, CLIC), avec des interlocuteurs identifiés.



Solutions esquissées lors des entretiens

- Responsabiliser les jeunes sur l'impact de certaines conduites à risque
- Sensibiliser largement à la notion de santé mentale (établissements scolaires, associations, entreprises...)
- Créer des Pôles Ressources Santé dans chaque quartier
- Déployer un lieu pivot de coordination entre les professionnels, les institutions, les associations expérimentées et les habitants

La santé mentale, particulièrement chez les jeunes, est également une préoccupation majeure. Un acteur de l'enseignement note que si « *la santé mentale est une grande cause nationale, il n'y a pas de moyens supplémentaires pour y faire face.* » La demande pour des services de santé mentale explose en raison de l'isolement, de l'anxiété et de la précarité, mais l'offre de prise en charge reste limitée.

Les oubliés de la santé

Le manque de lieux pour l'activité physique adaptée est également mis en avant par une association. « *Nous avons un problème de local qui limite la capacité d'accueil.* » Face à ce problème récurrent de disposition de locaux, une solution émerge : conventionner avec les établissements publics (écoles, gymnases, maisons de quartier) pour accueillir les actions santé. Les problèmes de santé touchent davantage les plus démunis. Or, aujourd'hui, 19 % de la population brestoise vit sous le seuil de pauvreté. La précarité alimentaire et les conditions de vie dégradées deviennent donc des défis majeurs et les solutions sont esquissées comme une « *journée des oubliés de la santé* » qui pourrait être programmée.



Resserrer les liens, l'enjeu pour demain

Les inégalités sociales et l'isolement touchent profondément de nombreux habitants, mettant en lumière des défis persistants. Les acteurs locaux, bénévoles et responsables associatifs, alertent sur cette situation et proposent des solutions pour renforcer la cohésion sociale.

La pauvreté s'étend...

Une directrice d'école brestoise témoigne : « Des enfants arrivent sans petit-déjeuner, on voit bien que ça coince à la maison. » Ce constat reflète une réalité dure à entendre : un quart des Brestois vit sous le seuil de pauvreté. Un enfant sur trois...

...l'isolement également

L'isolement social affecte particulièrement les personnes âgées et les familles monoparentales. « Les familles isolées viennent nous voir parce qu'elles n'ont personne d'autre. On est devenus leur seul repère » constate un responsable associatif. Dans les quartiers prioritaires, le tissu relationnel se dégrade, laissant de nombreux habitants sans soutien.



Enjeux

- Le “aller-vers” et l'accueil des publics “invisibles” ou désengagés
- Faire des lieux de vie de quartier des points d'ancrage de la solidarité
- La reconnaissance et l'accompagnement des personnes (professionnels et bénévoles) engagés dans la solidarité
- Le déclassement et la mise en cohérence des différentes actions et structures
- Une gouvernance sociale locale co-construite

Un accès aux droits entravés

La complexité administrative et l'éloignement compliquent l'accès aux droits et services publics. Une habitante d'un quartier éloigné partage : « Sans voiture, on est bloqué, même pour aller chercher de l'aide sociale. » Ce non-recours aux droits, aggravé par la méconnaissance et la peur, laisse de nombreux citoyens dans une grande vulnérabilité.

Un tissu associatif volontaire mais éreinté

Les associations, en première ligne pour aider les personnes en difficulté, sont aujourd'hui épuisées : « les associations ne tiennent plus, on demande toujours plus à des gens déjà surchargés » note un acteur local. Le modèle basé sur l'engagement bénévole est sous tension, nécessitant un soutien accru et des financements stables.

“ On a l'impression d'être oubliés, que rien ne change pour nous. ”

La défiance s'installe

La défiance envers les institutions est palpable dans de nombreux quartiers. Plusieurs habitants posent le même constat : « on a l'impression d'être oubliés, que rien ne change pour nous. » Ce sentiment d'abandon alimente un cercle vicieux de méfiance et de désengagement, rendant difficile la mise en place de solutions durables.

Comment renforcer la solidarité ?

Pour faire face à ces défis, plusieurs pistes sont envisagées. Le déploiement de médiateurs, de travailleurs sociaux mobiles ou d'un « bus des droits » qui permettrait d'aller vers les populations les plus isolées. De son côté un bénévole veut croire « aux lieux où on peut juste venir parler, poser ses sacs, être là, même sans rien demander. » Ces espaces de répit et de rencontre sont essentiels pour briser l'isolement et restaurer la dignité.



Terre d'Économie Sociale et Solidaire (ESS)

Renforcer la parole des habitants

Renforcer la parole des habitants dans l'action sociale est une piste prometteuse. Les budgets participatifs et les instances locales citoyennes permettent de co-construire des solutions adaptées. Enfin, consolider les lieux de solidarité de proximité (centres sociaux, tiers-lieux solidaires, cafés associatifs) est une idée à intensifier pour rapprocher les Brestois.

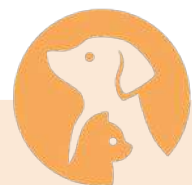
“ Les familles isolées viennent nous voir parce qu'elles n'ont personne d'autre. On est devenus leur seul repère. ”



Solutions esquissées lors des entretiens

- Déployer, des “bus des droits”, du travail social mobile, pour amplifier le “aller-vers”
- Valoriser l'engagement bénévole par la formation et la reconnaissance
- Décloisonner les champs d'intervention et faciliter l'accès aux services publics
- Renforcer la parole des habitants par la création d'instances locales citoyennes
- Consolider les lieux de solidarité de proximité

“ Les associations ne tiennent plus, on demande toujours plus à des gens déjà surchargés. ”



Protection animale

La situation de la protection animale à Brest et sa région est aujourd'hui critique. Elle nécessite une réponse politique ambitieuse et structurée. Parce que le département du Finistère ne dispose d'aucun centre de soins pour la faune sauvage, hormis pour animaux marins. Parce que la gestion des animaux errants (chats, chiens...) reste dramatiquement insuffisante. Parce qu'il est nécessaire de repenser la place de l'animal en ville. Et parce que la gestion des espèces liminaires (goélands, étourneaux...) constitue un enjeu croissant.



Brest peut devenir exemplaire



Enjeux

- La suppression des inégalités de genre dans les actions pilotées par la collectivité
- La lutte contre les violences sexistes et sexuelles
- La sensibilisation dès le plus jeune âge à la culture de l'égalité
- Aménagement "non genré" de l'espace public

Sensibilisation et éducation

Mettre en place des programmes pour casser les stéréotypes de genre et promouvoir une culture de l'égalité dès le plus jeune âge. Cela inclut des initiatives pour accroître la visibilité des femmes entrepreneurs. « *Il faut accroître la visibilité des femmes, de rôles modèles, notamment dans les quartiers prioritaires. Il faut que les petites filles puissent se dire "c'est possible !" Moi quand je serai grande, je serai entrepreneure* » explique une participante à une table ronde réunissant des entrepreneures brestoises.

Aménagement de l'espace public :

Concevoir des espaces publics qui tiennent compte des différences de genre pour offrir des expériences urbaines plus égalitaires, des transports en commun aux espaces de loisirs.



La métropole et la ville ont signé la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale

(mars 2009)

Le poste d'adjointe au maire déléguée à l'égalité des femmes et des hommes depuis 2008

Lutte contre les violences sexistes et sexuelles

Mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation, des programmes de prévention, et des centres d'accueil pour les victimes. À Brest, le Lieu d'Accueil des Victimes a accueilli 700 personnes en 2024, dont 70% de femmes. La ville a aussi intégré le dispositif "Demandez Angela" pour créer un réseau de lieux sûrs.

Soutien aux initiatives locales

Apporter des aides financières et logistiques aux initiatives locales visant à promouvoir l'égalité de genre, comme des subventions pour des projets associatifs ou des événements culturels. Brest a mis en place un site web pour mettre en réseau les acteurs de l'égalité et a ouvert une maison queer et féministe.



Comment faire de Brest une ville non sexiste ? Si la collectivité a depuis longtemps intégré la problématique, signant dès 2009 la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, de nombreux efforts sont encore à mener, comme nous l'ont expliqué des femmes du territoire. Un chiffre fait réfléchir : à Brest, seulement 6% des rues portent un nom de femme. Le faible pourcentage est révélateur du besoin urgent de lutter contre l'invisibilisation des femmes dans l'espace public. Celles que nous avons rencontrées nous livrent quelques pistes de réflexion.

Budgétisation sensible au genre

Analyser les budgets pour identifier et corriger les inégalités de genre. Par exemple, Lyon a égalisé les subventions pour les tournois sportifs masculins et féminins. Brest a adopté cette approche dans le secteur culturel dès 2017.

Éga-conditionnalités

Conditionner l'attribution des financements publics ou des autorisations administratives au respect des principes égalitaires pour encourager les organisations à adopter des pratiques plus égalitaires.

15 % : c'est l'écart de salaire à travail équivalent entre les hommes et les femmes en Bretagne (source : Insee)

Promotion de la parité en politique

Encourager la participation des femmes en politique locale pour une représentation équitable dans les instances décisionnelles, permettant une meilleure prise en compte des besoins de toute la population.

Les moyens alloués

“Il faut accroître la visibilité des femmes, de rôles modèles, notamment dans les quartiers prioritaires. Il faut que les petites filles puissent se dire “c'est possible !” Moi quand je serai grande, je serai entrepreneure.



Solutions esquissées lors des entretiens

- Apporter des aides financières et logistiques aux initiatives locales visant à promouvoir l'égalité
- Encourager l'investissement et la participation de femmes dans la vie locale et la vie politique (installer la parité)
- Analyser les budgets pour identifier et corriger les inégalités de genre
- Conditionner l'attribution des financements publics ou des autorisations administratives au respect des principes et pratiques égalitaires

Brest en vue affiche fièrement un excellent index d'égalité femmes-hommes de **99/100** en **2024**, bien au-delà des exigences légales.

Vers un meilleur accompagnement

Cloisonnement persistant entre les institutions/acteurs

Comment prendre en compte les besoins spécifiques des personnes en situation de handicap pour qu'elles aient toute leur place dans la vie de la cité ? C'est sous le terme générique d'inclusion que sont recensées toutes les actions convergeant vers cet objectif d'une vie la plus simple possible pour toutes celles et tous ceux que le handicap de naissance, l'accident de la vie ou les troubles psychiques ont mis sur un chemin escarpé et souvent semé d'embûches.

L'inclusion est donc une mission prioritaire mais également un chemin étroit pour tous les professionnels engagés auprès des personnes en situation de handicap (14 % de la population française) comme en témoignent les entretiens que nous avons menés avec des professionnels de la région brestoise, aidants, responsables associatifs, professionnels de santé, membres d'établissements médico-sociaux, experts de l'éducation spécialisée, élus et citoyens engagés.



Moyens insuffisants

Avec un premier constat largement partagé : le manque de financements des établissements et dispositifs médico-sociaux. Cela entraîne, disent les acteurs interrogés, des listes d'attente, des tensions sur les capacités d'accueil et des projets retardés. « IME Jean-Perrin : 65 places, 80 enfants en liste d'attente. Délai d'attente 3-4 ans » décrit un responsable associatif. 50 personnes attendent également à Don Bosco. Un autre évoque les « 15 ans sans psychiatre résidant à Kervallon » ou encore l'absence « de maraude psychiatrique à Brest. » Les doléances sont nombreuses. Fort heureusement, le Finistère dispose d'un réseau associatif robuste et mobilisé. Des associations comme les Genêts d'or (2 400 personnes accompagnées) ou les Papillons blancs font preuve d'une expertise et une capacité d'intervention solides.

Autre constat amer : 20 ans après la loi Handicap de nombreux lieux restent inaccessibles. Lors d'une table ronde, les participants pointent « certains trottoirs sont trop abîmés pour circuler. Les toilettes pour personnes à mobilité réduite (PMR) sont fermées ou non conformes. » Il faut, disent-ils, que les normes PMR soient appliquées partout.

Certains trottoirs sont trop abîmés pour circuler.

« Mieux coordonner les actions »

Les professionnels disent regretter aussi une structuration trop en silo et le cloisonnement entre acteurs (santé, médico-social, éducation, institutions) entraînant un manque de coordination qui freine l'efficacité de l'accompagnement et l'innovation. Selon un responsable associatif « Il n'y a pas de lien entre l'hôpital psychiatrique et les établissements. On ne peut pas construire un parcours de soins fluide. »

Parmi les suggestions avancées, le développement d'équipes mobiles mixtes (soins + social) et de plateformes de collaboration territoriale.

Tissu associatif dense et expérimenté

« Des professionnels de terrain mal préparés »

Autre regret exprimé : le manque de formation des acteurs du droit commun, ces professionnels du terrain, (éducation, sport, culture, santé) mal préparés à l'inclusion. « Les enseignants ne sont pas formés. Le médico-social ne peut pas être partout » décrit un professionnel du secteur.



Enjeux

- Faire face à la demande dans de bonnes conditions
- L'accessibilité sous ses différentes formes
- Coordination des différents acteurs
- Lutte contre les discriminations et l'invisibilité
- Soutien aux parcours de vie



Solutions esquissées lors des entretiens

- Créer un observatoire de l'inclusion regroupant tous les acteurs médico-social, sanitaire, éducation, associations, collectivité
- Faire une rue commerçante expérimentale accessible à toutes les formes de handicaps
- Créer une plate-forme "Voisins solidaires" pour accompagner ponctuellement les personnes en situation de handicap dans leurs démarches

La solution pourrait passer par des modules de « formation-action » partagée (Éducation nationale, sport, petite enfance...) dans une logique d'autonomie collective. Mais il faudrait aussi intégrer l'éducation au handicap dès l'école, développer des expériences immersives (« Vis ma vie »), des campagnes locales...

« Un meilleur accompagnement sur les droits »

Les professionnels de l'inclusion jugent, par ailleurs, que le soutien est insuffisant, en particulier pour les aidants familiaux et les adultes handicapés sans emploi « qui vivent sous le seuil de pauvreté. » Un meilleur accès à l'information sur les droits et les dispositifs pourrait passer par la création d'outils numériques, inspirés du modèle CLIC ou Parasport.

LGBTQIA+. Défendre la diversité

L'inclusion concerne également les personnes LGBTQIA+. La Ville doit soutenir les initiatives culturelles inclusives et lutter contre les discriminations. Brest a accueilli 4 500 personnes lors de la Marche des Fiertés en 2025 et dispose de la maison Queer et féministe « Passage ». Malgré un accueil positif des événements, la ville manque de lieux festifs dédiés et de communication entre les différentes parties prenantes. Des solutions proposées incluent le développement de lieux et événements diversifiés ou encore la création d'un manuel des bonnes adresses et d'un lieu communautaire.

Si j'avais une baguette magique j'aimerais...

« Préparer la ville à être reconnue "Inclusive" par l'installation d'un lab "Inclusif et Innovant" réunissant des professionnels du secteur, des chercheurs et des start-ups utilisant des financements privés, régionaux, européens. »

Un bouillon de 1 374 associations

“**La culture est souvent le premier poste budgétaire sacrifié en France.**”

Brest est une ville culturelle et inventive, qui mise autant sur la création, les scènes alternatives que sur la valorisation de son histoire maritime. Elle cultive ainsi une identité singulière reposant sur un écosystème culturel foisonnant, composé de 1374 associations où la musique et le chant choral (385 associations soit 28 % au total) constituent la discipline la plus étoffée mais où fourmillent aussi des associations d'arts graphiques, de littérature, d'expression écrite ou de loisirs scientifiques, techniques ou historiques. Des institutions reconnues comme Le Quartz ou Océanopolis aux festivals emblématiques comme Astropolis, en passant par les tiers-lieux, les ateliers d'artistes et les initiatives citoyennes, Brest affirme sa vocation de ville engagée auprès des publics et soucieuse des transitions culturelles actuelles.

Un média culturel innovant

Autre constat : une absence de lisibilité et de visibilité de l'offre culturelle locale. « *Il faudrait une plateforme claire, une sorte de "Konbini brestois" pour la culture* » avance un collectif de musiques émergentes, pour pallier l'absence de vitrine commune présentant toute la diversité de l'offre culturelle brestoise. Souhait également de rénover et relancer le Carré des Arts autour d'un projet fédérateur, comme un pôle vivant mêlant patrimoine, innovation artistique, inclusion et pratiques amateurs.

Densité du tissu associatif

Diversité de l'offre



Enjeux

- Définition et co-construction entre collectivité et acteurs de la culture d'une vision partagée pour la ville
- Pérennisation des financements publics
- Des équipements culturels adaptés (création, répétition, diffusion)
- L'accès à la culture pour toutes et tous et dans les quartiers
- Mise en valeur et exploitation ambitieuse du patrimoine historique et architectural brestois

Créer un conseil culturel

Le décor est posé. Mais, après les entretiens que nous avons menés, comment l'action culturelle municipale est-elle perçue ? « *Plutôt dispersée, sans stratégie explicite ni objectifs partagés entre acteurs* » constat sévère qu'un directeur de structure résume ainsi : « *La Ville soutient tout un peu, mais il n'y a pas de cap. On ne sait pas pourquoi on fait ce qu'on fait.* » Parmi les suggestions, une solution émerge : créer un Conseil culturel citoyens et professionnels pour co-construire une stratégie culturelle métropolitaine, claire et partagée, associant tous les profils : artistes, techniciens, public, élus...

“**Trouver une salle pour créer ou juste se poser, c'est la galère. On fait ça dans nos salons.**”

Vétusté des installations

Manque de lieux et de moyens

« Hormis le Vauban... »

Mais pour une véritable politique culturelle, il faut avant tout des sites d'accueil. Or, disent nombre d'intervenants, trop peu de lieux sont adaptés aux besoins des artistes pour créer, répéter ou se produire, hors grandes scènes subventionnées. « *Trouver une salle pour créer ou juste se poser, c'est la galère. On fait ça dans nos salons* » tonne un artiste de théâtre de rue. « *Il n'y a plus de studio pour sortir des artistes* » poursuit un entrepreneur culturel. « *L'offre de lieux est insuffisante. Sur Brest, hormis le Vauban, il n'y a rien* » conclut un DJ. Cela pourrait passer par une « *cartographie dynamique des lieux disponibles* » (création, répétitions, diffusion) en mutualisant et ouvrant les lieux publics (écoles, salles, équipements de quartier) et en repérant les espaces privés utilisables ponctuellement. Est évoquée aussi la fragilité économique structurelle des lieux culturels indépendants. « *On a investi 80 000 € dans un lieu hybride, on a zéro subvention, aucune ligne n'existe pour nous* » soupire un gérant d'un lieu culturel privé. L'idée de créer une coopérative d'activité culturelle métropolitaine (type CAE, coopérative d'activité et d'emploi) pour sécuriser les parcours intermittents et les initiatives est également suggérée.

« On vous répondra »

La lenteur des démarches et l'absence d'interlocuteurs clairs bloquent aussi de nombreuses dynamiques. Selon un responsable de festival : « *On attend parfois trop longtemps une réponse de la mairie pour un événement dans la rue.* » Les lourdeurs administratives et le manque de réactivité institutionnelle amènent parfois des commentaires acerbes. « *La culture est souvent le premier poste budgétaire sacrifié en France* » par les collectivités.



Une fête de quartier par secteur

L'inégalité d'accès à la culture dans les quartiers périphériques est également un thème récurrent dans une ville où elle est parfois jugée « trop élitiste. » Pour un ex-dirigeant de salle, « il faut éviter de tout concentrer dans le centre-ville. » « On a des médiathèques dans les quartiers, mais sans projets, sans programmation, sans artistes » abonde une médiatrice. Solution avancée : proposer une politique culturelle de proximité et lancer une "Fête de quartier culturelle" annuelle par secteur, avec une programmation artistique locale et participative. « Le quartier appartient à tous. Il faut recréer de la chaleur entre les gens » insiste un directeur de salle de spectacle. Mais aussi déployer un agenda culturel unifié, papier, web et réseaux sociaux. Un outil simple, visuel, incarné par des éditorialistes locaux (type webmédia culturel citoyen).

Patrimoine : se coordonner

La culture, c'est aussi le patrimoine brestois, mais il est jugé sous-exploité ou fragmenté : « Le Service historique de la Défense a des merveilles sur l'histoire maritime, mais personne n'y va. C'est derrière des grilles » explique un chercheur de l'UBO. Cela se traduit par une faible coordination entre archives, musées, artistes et monde universitaire, un manque de vision partagée sur le patrimoine local. Piste à suivre « Valoriser le patrimoine maritime et militaire de Brest (Penfeld, Service historique, Capucins,

Madeleine...) en activant des parcours. » Comme, par exemple, « Pontaniou, son lavoir, la prison, les Capucins, la rue de Saint-Malo, la Tour Tanguy. » Remarque au passage : « 70.8 est un beau projet mais qui peine à rencontrer son public car le nom est incompréhensible » s'amuse un historien. Et quand on le prononce, ça donne 78...

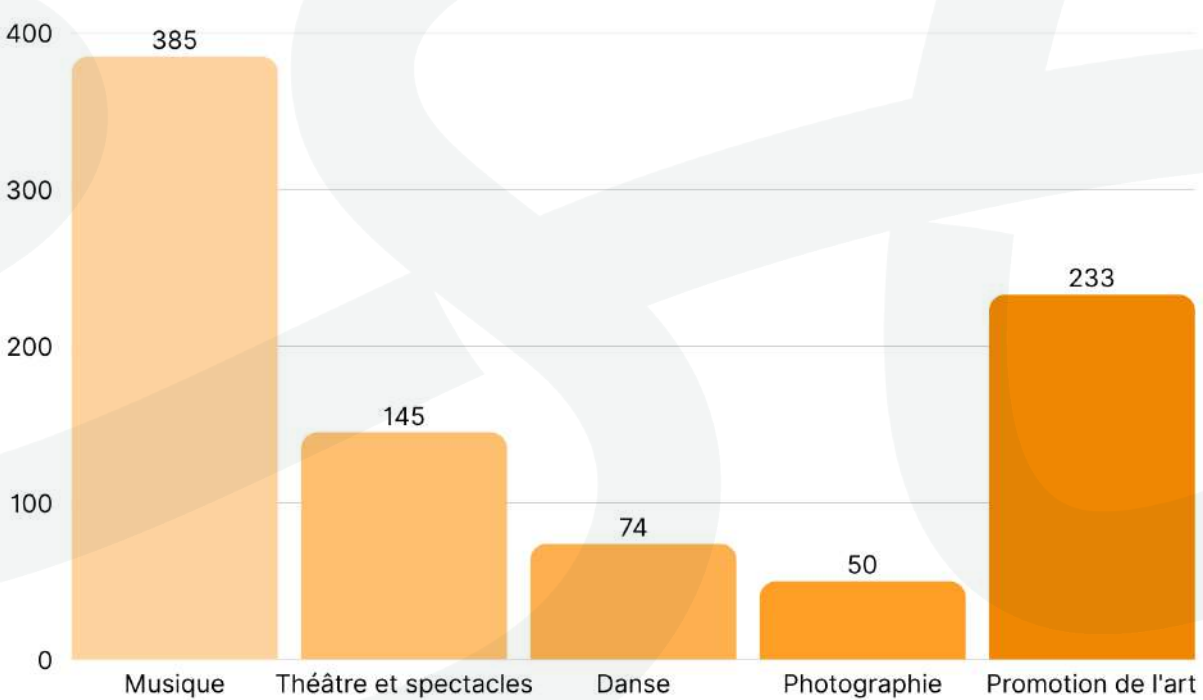
Le breton, pour de bon ?

« La culture bretonne ne se limite pas à la danse ou aux crêpes, mais englobe bien plus » affirme le président d'une association culturelle. Sa valorisation est au cœur des préoccupations des acteurs locaux d'autant que la transmission de la langue bretonne est essentielle, avec « 37% des parents souhaitant un enseignement en breton pour leurs enfants » comme le souligne un acteur de l'enseignement. Cependant, aucune nouvelle structure n'a été ouverte depuis 26 ans, malgré un intérêt marqué dans des quartiers comme Lambézellec ou Bellevue. La langue bretonne est peu audible dans les lieux culturels de la ville en dépit d'un tissu associatif actif, de médias bretons et d'une offre culturelle renouvelée.

Valoriser le patrimoine en activant des parcours. [...] Ex : Pontaniou, son lavoir, la prison, les Capucins, la rue de Saint-Malo, la Tour Tanguy, etc.

861 élèves dans les filières bilingue (breton) à Brest à la rentrée 2024

Répartition des 1 374 associations culturelles brestoises selon leur domaine artistique



Fête de quartier à Bellevue. Image générée par intelligence artificielle selon les idées des personnes interrogées.



Solutions esquissées lors des entretiens

- Organiser un espace de concertation transparente permanent entre collectivité, acteurs indépendants et associations
- Créer une salle modulable – répétitions et spectacles – de taille intermédiaire pour les associations du territoire
- Permettre et démocratiser les festivals et concerts de quartier (fanfares, arts de rue, Fêtes des Voisins, écoles de musique et de danse)
- Mettre en place un parc de matériels scéniques mutualisé afin de réduire les coûts d'organisation pour les associations
- Écrire un récit partagé de l'histoire culturelle et patrimoniale de la ville (y compris signalétique)

Ouvrir une nouvelle ère pour les quartiers

Ils sont sept, ces quartiers prioritaires de la ville, totalisant environ 18 500 habitants, soit 12,3 % de la population brestoise. Ils ont pour nom Kerourien, Bellevue, Keredern, Lambazellec bourg, Pontanezen Queliverzan et Kerangoff. Les habitants et les acteurs locaux demeurent attachés à leurs quartiers et manifestent l'envie d'avancer. En nous remontant leurs difficultés quotidiennes, ils nous donnent les clés pour améliorer la situation. Et leur offrir une vraie vie de quartier.

Une dégradation des équipements sportifs et sociaux, vétustes, mal isolés et inadaptés aux usages actuels, impactant directement les activités. Une forte demande se manifeste pour créer ou réhabiliter des lieux ouverts partagés, rénover les gymnases, créer des lieux de rencontres...

Un sous-effectif humain dans les quartiers avec une réduction drastique du nombre de travailleurs sociaux, éducateurs, animateurs et coordinateurs jeunesse. « *On est passé de 12 travailleurs sociaux à 4* », expose un animateur. Là encore la demande est forte. « *Il faut plus de trois mois pour rencontrer un éducateur* », avance un intervenant.

Un isolement des familles et collectifs locaux. Les groupes citoyens manquent de soutien, de visibilité et d'espaces adaptés pour mener des actions locales, ce qui freine la dynamique collective. « *On n'a même pas un local pour se réunir* » se plaint un collectif de Bellevue. Souhait également exprimé : il faut accompagner ces collectifs avec du coaching de formation et une reconnaissance formelle du rôle des habitants engagés. Car malgré les difficultés, les habitants sont actifs, solidaires et prêts à agir.

Un manque de lisibilité des dispositifs et des acteurs et une difficulté d'accès aux droits. Les rôles institutionnels demeurent flous pour les habitants. « *On ne sait pas qui fait quoi* » est une phrase qui ressort souvent. Et les démarches administratives sont un frein majeur pour les familles qui expriment le souhait d'une clarification des dispositifs et des rôles institutionnels. Avec cartographie des dispositifs par quartier, référents identifiés, simplification des parcours d'accès aux aides.

Trop de décrochage scolaire et de difficultés d'insertion des jeunes. Une problématique majeure. Les enfants ont besoin d'aide pour réussir à l'école. Les difficultés à obtenir des stages et des emplois quand on n'a pas de réseau sont des symptômes d'une exclusion plus globale. « *Même un stage de 3e est difficile à obtenir quand on n'a pas de réseau* » explique-t-on lors d'un atelier. Solution proposée : mise en place d'un réseau de stages de proximité pour aider les parents dans ce véritable casse-tête.

“ Les habitants sont nostalgiques de ces fêtes de quartier et ils sont demandeurs. ”

Un manque de coordination entre les associations par l'absence d'espace commun ou d'outil de mutualisation avec fragmentation des efforts ou doublons. « *Il n'y a pas de lieu pour que les associations se retrouvent* », se plaignent des bénévoles qui souhaitent des temps de coordination inter-associatifs et des outils numériques communs.

Un besoin de relancer la culture populaire de proximité avec l'organisation de fêtes de quartiers en aidant les bénévoles à les monter ou avec des concerts organisés à l'initiative de la ville comme ce fut parfois le cas. Témoignage : « *Les habitants sont nostalgiques de ces fêtes de quartier et ils sont demandeurs.* »

Un sentiment croissant d'insécurité, alimenté par les incivilités, un communautarisme perçu et le manque de mixité sociale affectent la vie quotidienne. Des témoignages parfois poignants illustrent cette réalité. « *À Pontanezen, le trafic commence à 11 ans.* » « *Je n'ai jamais été agressée mais j'ai peur.* » « *Il ne faut pas fuir les mots. La pauvreté visible alimente l'insécurité.* » Ou encore « *À l'époque de la police de proximité, les conflits se désamorçaient mieux.* »

19 500 logements sociaux sur la métropole dont 80 % sur la ville de Brest

Nombreux équipements de quartier vieillissants

Mobilité inter-quartier/centre ville
Insécurité



Solutions esquissées lors des entretiens

- Améliorer les mobilités (parking, liaisons, etc)
- Réinjecter des moyens humains dédiés à l'accompagnement de proximité
- Définir les services de proximité nécessaires et faciliter leur installation
- Porter une attention particulière aux jeunes en décrochage scolaire



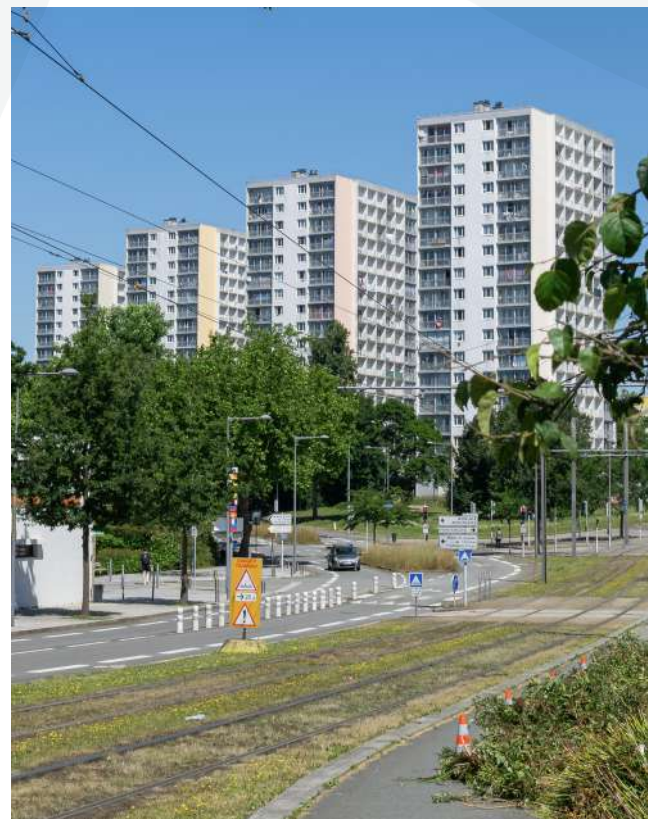
Tissu associatif et collectifs citoyens actifs

Infrastructure éducative de proximité



Enjeux

- Capacités à agir des quartiers pour les quartiers
- Réenchantement des quartiers
- L'humain au coeur des politiques de quartiers



Une politique à reconstruire

Le sport à Brest est une passion partagée. Avec 26 000 licenciés pour 141 000 habitants, Brest fait partie des villes françaises les plus actives. Néanmoins, ce chiffre est en trompe l'oeil. S'il montre la volonté des Brestoises de prendre part à des activités sur leur territoire, il ne dit rien des problématiques actuelles, notamment concentrées au niveau d'infrastructures vieillissantes et dégradées ou d'un fonctionnement parfois jugé opaque par les participants à notre enquête.

Un des problèmes majeurs soulevés est l'état des équipements sportifs, souvent fatigués, parfois délabrés comme le soulignent plusieurs acteurs : « *nos sanitaires sont insalubres, le réseau électrique disjoncte fréquemment en hiver.* » note une association pensionnaire du gymnase de Pen-Ar-Créac'h. « *Il pleut à l'intérieur de l'équipement* » affirme-t-on du côté de Bellevue. Plus à l'est, un club constate que « *les réparations n'arrivent pas. Malgré plusieurs mails, les retours de la mairie sont très tardifs.* » Un club résident au gymnase de Kerisbian pointe enfin « *l'humidité et le froid* » régnant dans l'enceinte.

Moderniser les équipements

Ces témoignages illustrent une réalité où une majorité de clubs utilisent des infrastructures vieillissantes, non conformes ou mal entretenues. Certains manquent de vestiaires, de stockage, ou de surfaces spécialisées (dojo, mur d'escalade, etc.) Pour répondre à ces défis, une solution envisagée est la réhabilitation des équipements existants. Moderniser les gymnases vétustes, créer des espaces spécialisés (dojo, escalade, club house, vestiaires, stockage), et adapter les équipements aux pratiques sont des étapes cruciales pour améliorer les conditions de pratique sportive.

“Il pleut à l'intérieur de l'équipement.”

La question des créneaux horaires

Autre enjeu crucial : la gestion des créneaux horaires. « *Malgré des demandes sur d'autres équipements plus adaptés à notre pratique, la collectivité semble faire la sourde oreille* » note une association. « *Trop de structures pour trop peu de pratiquants sur certains créneaux* » pointe un dirigeant brestois. Les créneaux sont mal répartis entre clubs, les plannings sont figés et la cohabitation entre disciplines pose problème. Pour pallier ces difficultés, une meilleure gestion des créneaux est proposée. Instaurer des conventions de partage, ouvrir plus de créneaux en journée pour les seniors et les scolaires, réserver des plages de repli pour les imprévus, et co-construire les plannings avec les clubs sont des pistes à explorer pour optimiser l'utilisation des infrastructures sportives.

124 disciplines sportives
pratiquées
au sein de **230**
clubs/associations

Un besoin de transparence

Les clubs ressentent un manque de dialogue et de transparence. « *Aucune subvention malgré un dossier complet.* » regrette une association. Les critères d'attribution des subventions sont jugés flous, et les clubs se sentent peu soutenus dans leurs démarches. Pour améliorer cette situation, une clarification et une transparence des aides sont indispensables. Formaliser les critères d'attribution des subventions, créer un guichet unique pour le dialogue Ville-Clubs, et mieux accompagner les petites structures sont des étapes cruciales pour renforcer la confiance et la collaboration entre les acteurs du monde sportif.

Richesse de l'offre de sports différents

Situation géographique et ouverture à la mer

L'ambition des clubs n'est pas assez accompagnée

Équipements vétustes



Enjeux

- Réinvestir dans les équipements sportifs
- Accompagner les clubs (planning, accessibilité des équipements...)
- Déployer une politique sportive sociale et inclusive
- Soutenir les clubs dans leur développement et leur ambition

Crise du bénévolat

Le bénévolat est en crise et le constat est général. « *Les parents déposent les enfants mais ne s'impliquent pas.* » « *Le bénévolat est en sursis, il faut professionnaliser.* » L'investissement associatif est en déclin. Pour répondre à cette crise, la reconnaissance du bénévolat et la professionnalisation sont des solutions avancées. Financer des postes structurants dans les clubs (groupements d'employeurs), développer les partenariats avec les filières sportives (STAPS, BPJEPS), et valoriser les rôles bénévoles sont des mesures nécessaires pour assurer la pérennité des associations sportives.

Difficultés d'inclusion

Enfin, les difficultés d'inclusion et de mixité dans l'accès au sport sont également soulignées. « *Le coût ou les démarches sont vite pénalisants pour les jeunes du quartier.* » Les freins sont à la fois financiers, géographiques, logistiques ou liés aux règlements, ce qui éloigne les publics les plus fragiles de la pratique sportive. Pour surmonter ces obstacles, l'inclusion sociale, scolaire et territoriale est une priorité.



Solutions esquissées lors des entretiens

- Construire une salle d'une capacité de 2 000 places
- Mutualiser des équipements, des bénévoles via une fondation/organisme gérée par les clubs
- Organiser des jeux/compétitions inter-quartiers
- Permettre plus de sports différents en école primaire

Sources chiffrées : Objectif sport 2024-2025, annuaire des associations sportives brestoises



La priorité, c'est l'attractivité

La question de l'urbanisme à Brest est longtemps restée en suspens. La ville, reconstruite après la guerre, n'a guère évolué depuis des années. Aujourd'hui néanmoins, les défis urbains sont bien là : attirer des habitants, renforcer son image métropolitaine, améliorer la mobilité ou encore reverdir son centre, tels sont les axes dégagés par nos intervenants. Comment ne pas commencer par l'attractivité résidentielle de Brest ? La problématique est connue. Comme le souligne un chargé d'études en urbanisme, « la collectivité est consciente des efforts à faire en termes d'attractivité. » Malgré un solde migratoire positif pour la première fois depuis 1975, la ville peine à retenir ses jeunes actifs et ses familles. Parmi les solutions proposées, « encourager la construction de maisons de ville » selon un aménageur. Le renouveau pourrait venir de l'ouest. « La Rive Droite a un grand potentiel mais le quartier est abandonné, en friche » constate un architecte. De manière plus globale, comme l'explique le directeur général d'une association habitat « il faut favoriser des opérations d'aménagement en centre-ville. »

85 000
logements sur Brest

Prioriser l'ancien en immobilier

L'accès à la propriété est un autre point de tension. « Le choix de centrer l'action sur le neuf s'avère être un échec », déclare un expert, suggérant une réorientation vers le parc ancien. Les chiffres sont éloquentes : en 2010, 70 à 80 % des maisons se vendaient à moins de 200 000 €, contre seulement 20 à 30 % en 2023. Les contraintes budgétaires exacerbent ces difficultés, avec « une volonté de faire, mais un budget serré. » L'accompagnement de la collectivité sur le sujet est par ailleurs remis en cause. Un directeur général d'association habitat est ainsi persuadé que « l'outil qui manque est un Organisme de Foncier Solidaire (une structure qui favorise l'aide au logement et la réalisation d'équipements collectifs). »



Enjeux

- Reconnecter plus volontairement la ville à son identité maritime
- Rendre la ville plus attractive pour les familles et les investisseurs
- Rénovation de l'existant
- Verdir la ville en réduisant sa minéralisation
- Prendre en compte au niveau de l'habitat de la baisse future de la démographie

Où est l'ambition métropolitaine ?

La rigidité administrative est souvent pointée du doigt. « Les lourdeurs administratives sans arbitrages freinent les projets », explique un responsable de grands projets. Cette bureaucratie est vue comme un frein majeur à l'innovation et à la réalisation de projets urbains ambitieux. La mise en place d'un interlocuteur unique pour accélérer les projets est vue d'un bon oeil. Mais outre la rigidité, c'est la question de l'ambition brestoise qui est posée « l'offre de bâtiments collectifs est marquée par une ambition qui n'affirme pas de caractère métropolitain. » Les Capucins, malgré la réussite des ateliers, sont ciblés : « Le Plateau ne marche pas en termes de quartier. C'est un quartier dortoir » affirme un architecte.

“**Brest a un potentiel énorme, mais il faut oser repenser la ville pour les générations futures.**”



L'accès à la mer pour les habitants. Image générée par intelligence artificielle selon les idées des personnes interrogées.

« La ville manque de respiration »

L'accès à la mer est un autre sujet récurrent. « La vue à la mer est obstruée partout par des bâtiments », regrette le directeur général d'une entreprise du port de commerce. Les solutions proposées incluent la démolition de certaines constructions pour ouvrir des espaces vers la mer et favoriser la promenade. De plus, le manque d'espaces verts dans la ville revient souvent : « La ville manque de respiration, on s'y sent enfermé entre les bâtiments. » La solution ? Développer des parcs urbains, désenclaver les espaces verts existants et créer des corridors écologiques.

Stationnement et mobilité

Les problèmes de stationnement et de mobilité sont également au cœur des préoccupations. « Brest manque de parkings. Il faut construire des parkings silos et/ou en sous-sol » pointe un architecte. « Il faut réfléchir mobilité, pas voiture », reprend un urbaniste. Mais pour ce faire, Brest doit améliorer les alternatives à la voiture. Une mobilité plus efficace passera par une meilleure interconnexion des transports publics.



Aménagements limités par l'océan et le port militaire

Manque d'espaces verts

À Brest, **43%** des logements sont occupés par leurs propriétaires, un taux inférieur aux **52%** observés à l'échelle de la métropole brestoise.

“**La ville manque de respiration.**”



Solutions esquissées lors des entretiens

- Ouvrir une entité en charge du foncier solidaire (BRS, OFS)
- Créer des promenades, des accès, le long du front de mer
- Repenser la densification sur la ville (division parcellaire, rénovation)
- Moderniser les équipements sportifs et culturels

20 000 ménages n'ont pas de voiture



**Pas de tram le soir,
pas de bus de nuit.**



Le tramway comme mode de déplacement intéressant (fiabilité et environnement)



Liaison continue en navette électrique port-gare. Image générée par intelligence artificielle selon les idées des personnes interrogées.



Enjeux

- Améliorer la fluidité et les mobilités douces et inclusives
- Permettre une cohabitation « pacifiée » des usages et usagers notamment voiture/vélo
- Développer la multimodalité et la meilleure connexion des territoires à différentes échelles pour mieux répondre aux besoins (emplois, scolarité, commerces, loisirs)
- Rééquilibrer les centralités, mieux connecter le péri urbain et les communes avoisinantes

Comment se déplacer à Brest quand on n'a pas de voiture ou pire encore, quand on est en situation de mobilité réduite ? C'est la question que se posent chaque jour 20 000 ménages de la ville, ce terme générique pouvant aussi désigner des personnes seules. Cela représente un quart des ménages de la cité, ce pourcentage étant toujours bien plus fort en secteur urbain que dans les zones rurales où il est très complexe de vivre sans voiture. Sur la Bretagne, 12 % des ménages n'ont pas de véhicule, soit deux fois moins que Brest l'urbaine où une grande part de la population n'a pas de moyen motorisé.

Le port n'est pas assez desservi

En ville, 53 % des déplacements sont effectués en voiture, 26 % en transport collectif et 4 % à vélo. Le reste à pied ou en divers autres modes, avec le souhait exprimé de « plus d'espaces pour les piétons. »

Le tramway est certes la colonne vertébrale du déplacement collectif mais il présente des insuffisances « Pas de tram le soir, pas de bus de nuit » et des quartiers sont mal desservis par les transports publics. De nouvelles propositions vont toutefois voir le jour avec l'extension du réseau. On note ainsi une forte demande pour le renforcement de la desserte du port jugée insuffisante et qu'il faudrait étoffer « Navettes électriques en boucle entre le centre ville et le port » pour assurer plus de densité et de flexibilité. Un secteur portuaire que certains voudraient voir mieux valorisé. « Passer une partie du quai de la Douane en zone piétonne » ou « Déconstruire le bâtiment du Fourneau pour en faire une grande place tournée vers la mer » figurent parmi les suggestions avancées, ainsi que l'amélioration des liaisons avec la presqu'île de Crozon.

Handicap : du transport à la demande

Pour les personnes à mobilité réduite, le service est considéré comme très insuffisant « Service limité à Bibus, pas de commission accessibilité », surtout au regard du système Handicar mis en œuvre à Rennes, un mode de transport collectif à la demande, d'abord géré par une association avant de devenir un service public aujourd'hui très apprécié. Des demandes se manifestent aussi pour la diversification d'un tel système de

transport à la demande. Comme « Venir chercher les personnes qui travaillent tôt le matin, pour ceux qui ont des horaires atypiques », d'autant plus que le réseau de transport collectif est considéré comme insuffisamment adapté aux zones d'emploi.

Voies douces mais pas claires

Des demandes se manifestent aussi pour les voies douces, autrement dit celles où ne sont autorisés que des déplacements non motorisés, avec l'impression d'un manque de vision claire, avec « le sentiment qu'il n'y a pas de travail réel de fait sur les voies douces vers l'extérieur. » L'insuffisance de pistes cyclables et parfois un manque de sécurisation de celles qui existent émergent aussi parmi les constats exprimés.



Certaines zones ou quartiers mal desservis

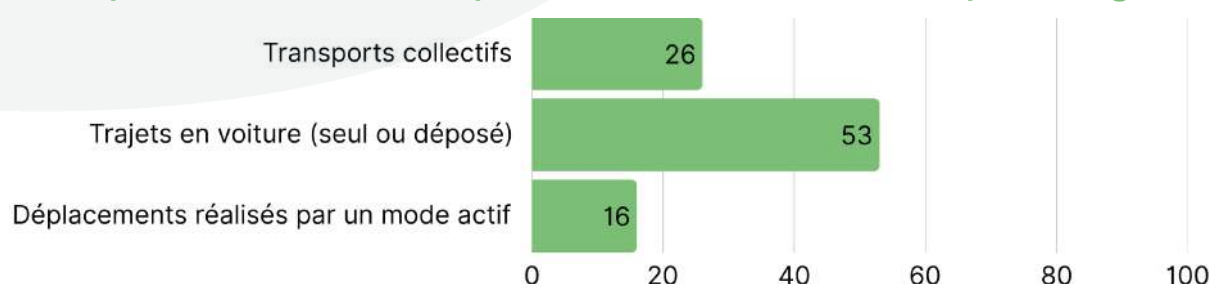
La part du vélo n'atteint que 4 % des déplacements en ville



Solutions esquissées lors des entretiens

- Retravailler la tarification du stationnement
- Étudier la fréquence et l'amplitude horaire des transports collectifs
- Envisager les modes partagés comme le covoiturage
- Accélérer les aménagements, en particulier plan vélo (piste cyclables, stationnement)

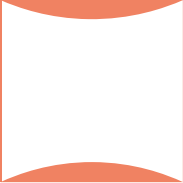
Répartition des modes de déplacement dans la ville de Brest en pourcentage



L'utilisation de la voiture varie significativement en fonction de la localisation



Sources : ADEUPA



L'éducation, c'est tous ensemble



À Brest, la politique en faveur de l'enfance concerne 19 000 enfants de moins de 15 ans. Or, derrière les murs, les failles d'un système se dessinent. Les professionnels interrogés font remonter les fragilités : manque de formation et isolement des accompagnants, accès inégal aux soins, tensions sociales... Le constat exprimé nous fait voir un territoire éducatif à revitaliser et à mieux accompagner. *«Tu prends ton poste d'AESH sans formation.»* Le constat, posé par une Accompagnante d'Enfant en Situation de Handicap, revient souvent. Les AESH sont souvent laissés seuls face à des missions exigeantes, pour lesquelles ils ne sont pas suffisamment préparés. Le métier, déjà marqué par une précarité salariale et souffre d'un isolement professionnel. Une AESH indique souhaiter être *« invitée aux réunions avec les enseignants. »* Les professionnels proposent des augmentations de salaires, des formations systématiques, la reconnaissance des AESH comme co-éducateurs, et une meilleure articulation avec les structures médico-sociales. L'orientation des élèves se pose en lien avec les familles.

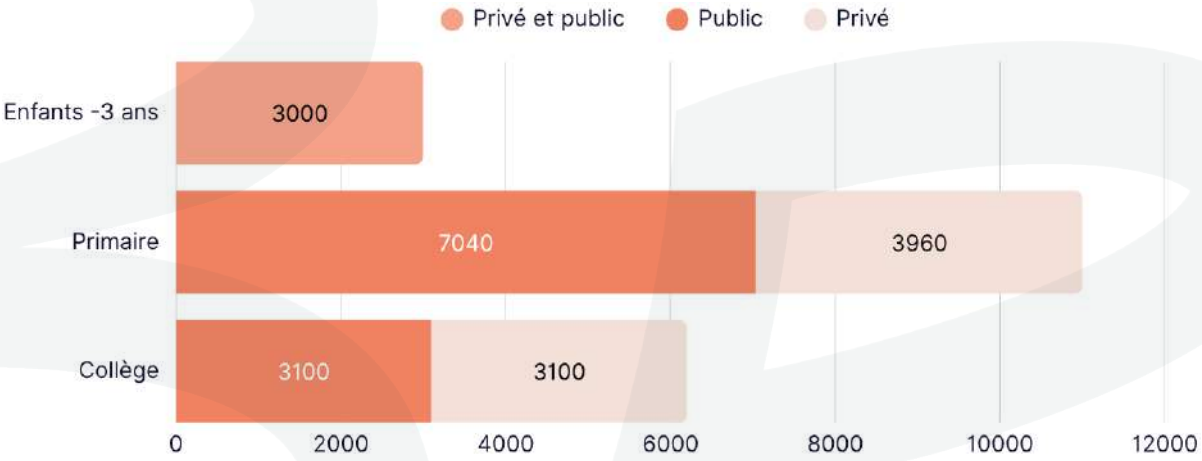
On est peu, on s'épuise, on manque de sang neuf.

Soins inaccessibles
Un autre point noir ressort : l'accès aux soins paramédicaux. *« Un bilan, c'est 50 euros. Seuls 40 % donnent lieu à un suivi. »* constate un ergothérapeute. Trop souvent, les familles doivent arbitrer en fonction de leurs contraintes financières. Les professionnels demandent l'intégration des soins dans le parcours scolaire, et la mise en place d'outils de médiation administrative simplifiés pour soutenir les familles les plus éloignées des institutions.

Tension aux abords des écoles
Le sentiment d'insécurité autour des établissements scolaires revient également avec force. *« Les voitures se garent sur les trottoirs... parfois avec violence »* s'agace un parent d'élève de Saint-Pierre. Les incivilités, l'absence de présence rassurante, et le manque d'aménagements adaptés nourrissent un climat anxiogène pour les enfants et les familles. Il est proposé d'aménager des *« zones scolaires apaisées »*, d'organiser des diagnostics participatifs dans les quartiers et de renforcer la présence publique.

« On est peu, on s'épuise »
Le lien entre école et famille semble quant à lui s'éroder. *« Beaucoup de parents sont agressifs ou absents »*, souligne un enseignant. L'engagement associatif s'essouffle. *« On est peu, on s'épuise, on manque de sang neuf »* ajoute un autre. Dans les quartiers les plus fragiles, la défiance envers l'institution scolaire s'ajoute à la précarité. Les professionnels appellent à favoriser les coopérations entre écoles, associations et familles, et à renforcer les dispositifs de médiation sociale et culturelle.

Répartition de la population brestoise d'enfants scolarisés



Enjeux

- Accueil des enfants en situation de handicap, l'école inclusive
- Consultation sur les rythmes scolaires
- Sécurisation des abords des lieux de vie de l'enfant
- Réduction des inégalités d'accès aux soins et aux droits



Dynamisme du réseau associatif (culturel, sportif, citoyen)



Solutions esquissées lors des entretiens

- Créer de véritables "ateliers du mercredi" en partenariat avec les structures locales
- Créer en réseau d'informations sur les aides, les lieux d'accueil, les droits
- Mieux reconnaître la fonction d'AESH
- Installer un conseil municipal enfants par quartier

Manque de structures professionnelles adaptées

Nombreuses familles en manque de moyens matériels

Le redoutable défi du maintien à domicile

En France, le papy-boom promet des lendemains difficiles. Les chiffres claquent : la France compte actuellement 3,5 millions de retraités de plus qu'en l'an 2000 ; le Finistère recensera 190 000 personnes âgées en 2050 dont 18.000 dépendantes de plus par rapport à 2020. Et un grand nombre d'Ehpad sont déficitaires dans un pays qui ne semble pas préparé à encaisser un tel choc.

Pour évoquer cette vaste thématique, nous avons réalisé une série d'entretiens avec des professionnels du secteur médico-social.

Le casse tête des recrutements

Dans le Finistère, sur la plus haute marche du podium des offres d'emplois, figure la recherche d'aides à domicile, d'aides ménagères et d'aides soignants. Néanmoins, comme le souligne un cadre en Ehpad, « *Le recrutement est difficile, le CDI n'attire plus.* » Un aide soignant note : « *Un week-end sur deux travaillé et pas de reconnaissance.* » Les conditions de travail dissuadent les vocations.

“Mur” démographique à horizon 2030

Fragilité du modèle de financement

Parmi les solutions évoquées pendant ces entretiens, l'augmentation des salaires, des rythmes plus souples pour parvenir à un week-end sur trois, le renforcement des formations et de l'accueil de stagiaires. Le regard porté sur le grand âge pèse lui aussi. « *On ne voit pas de seniors dans les campagnes de pub* », « *l'Ehpad traîne l'image du mouvoir.* » « *Il faut changer le narratif, s'inspirer des campagnes canadiennes porteuses d'une bonne image et renforcer la représentation des seniors actifs* » souligne un aidant.

Renforcer la prévention

Il faut privilégier le maintien à domicile le plus longtemps possible, qu'il s'agisse d'un souhait exprimé ou d'une situation subie par manque de places. Le renforcement de la prévention du grand âge est primordial, en travaillant notamment sur les 4M (marcher, manger, mémoire, moral) qui

permettent de retarder les effets du vieillissement, donc l'entrée en Ehpad, et favoriser l'activité physique et sociale, dès 60 ans, car elle aussi permet de retarder la dépendance.

Isolement et éloignement des familles

« *Certaines personnes vivent dans des conditions insalubres* » constate une aide soignante ou dans un isolement amplifié par l'éloignement des familles. « *Entre deux passages, on ne sait pas ce qu'il peut se passer* » explique un kiné libéral. Les suggestions avancées : démultiplier des solutions intermédiaires d'habitat partagé, de résidences autonomie, de logements adaptés avec services mutualisés.

Finistère, terre d'économie sociale et solidaire

Volonté affirmée des acteurs

Des plateformes de coordination locales

Les professionnels émettent également des regrets face aux parcours de soins mal coordonnés et au manque de fluidité dans la transition entre les structures. « *Il n'y a pas d'interface entre l'hôpital, les Ehpad, les professionnels de ville* » indique un dirigeant de structure. D'autre part, l'accès aux dispositifs et aides est parfois complexe et les démarches administratives découragent les familles. « *Les gens ne savent pas qu'il existe une aide dès 60 ans pour adapter leur logement* » explique un ergothérapeute. Parmi les solutions évoquées figurent la création de plateformes de coordination locale pour connecter les professionnels, les familles, les structures et les bénévoles avec un service d'aide administrative pour les familles.

+90%
de seniors d'ici à 2030

Il est, en outre, nécessaire de valoriser le lien intergénérationnel en multipliant les projets partagés (écoles/Ehpad) comme les locations solidaires, les chorales ou les anniversaires communs. Ils contribuent à embellir la vie au grand âge qui, selon de nombreux acteurs, mériterait un ministère dédié tant les enjeux sont lourds et coûteux. « *Un ministère noyé dans un autre ministère n'a pas de pouvoir* », a soupiré un participant à ces entretiens.

“Le recrutement est difficile, le CDI n'attire plus.”



Solutions esquissées lors des entretiens

- Développer une interface sécurisée des parcours de soin
- Associer les seniors aux réflexions urbanistiques
- Valoriser les métiers du soin
- Créer une forme de service civique pour accompagner les aînés

Dans le TOP 10 des métiers en tension dans le Finistère : aides à domicile et aides soignants



Enjeux

- Prévention, santé des seniors
- Isolement social
- Parcours résidentiel des personnes âgées
- Moyens et personnels formés



CONCLUSION

Ce travail de diagnostic s'est avéré d'une **grande richesse**, humaine d'abord, d'idées et de propositions aussi. Tous nos interlocuteurs ont joué le jeu et ont livré leurs difficultés, projets, enjeux... sans fard, sans faux-semblants.

Tous ont souligné la **nécessité d'une nouvelle méthode**, d'une plus grande proximité entre les « *pouvoirs publics* », les collectivités et les acteurs de terrain.

« *Trop loin* », « *trop techno* », « *trop absent* » sont revenus au même titre que les « *pas assez de moyens* », « *manque de reconnaissance* ».

Cette « *nouvelle donne* » de l'action publique locale est souhaitée. Une **gouvernance de proximité**, un espace constant d'échange comme une méthode « *d'aller vers* » par celles et ceux en responsabilité, en seront les clefs et facteurs de réussite.

C'est jusqu'ici ce qui a manqué et ce qui permettra de restaurer cette **confiance** si déterminante à la définition et la réussite de politiques publiques. Si demain les acteurs, experts, structures de proximité n'y sont pas, alors rien ne changera.

Enfin, nous avons été frappés par la **réurrence des préoccupations** en matière de « *sécurité locale* », sujet très prégnant, au même titre que les mobilités, l'habitat, l'inclusion et la santé. Ces thèmes sont revenus en transversalité.

Si ce travail est incomplet, imparfait et peut-être insuffisant sous certains aspects, il est une marque, le témoin d'une méthode différente, plus ouverte, plus riche, plus difficile aussi.

C'est ce que nous proposons de poursuivre parce qu'après ce travail d'état des lieux vient celui du **projet**... Projet collaboratif autant qu'ambitieux parce que reflétant les priorités du territoire et ses réelles aspirations.

Mais ceci est une autre **histoire**.

MON
Brest

Suivez l'actualité de
Mon Brest



monbrest.co

Directeur de publication : Stéphane Roudaut
Rédacteur en chef : Frédéric Laurent
Comité de rédaction : Anna Guillerm, Frédéric Laurent,
Julien Perez, Clément Posier, Stéphane Roudaut, Julien Sevellec
Spécialiste éditorial : Julien Perez / Agence Demi-sel

Crédits photographiques : Anna Guillerm / Klimax Production
Mise en page : Anna Guillerm / Klimax Production

Impression et façonnage : Le Télégramme Morlaix
Tirage : 10 000 exemplaires

MON Brest

C'est une sensation d'apaisement quand je rentre au bercail. C'est descendre la rue Jean-Jaurès et imaginer les possibles. C'est croiser des visages familiers et comprendre que cette ville est un grand village. En toute évidence, Mon Brest c'est le port, les bistrots, c'est Guérin, c'est Astro.

Emmanuel→

C'est ma ville, ma vie. Accueillante, chaleureuse, joyeuse, empathique, dynamique, ouverte sur le monde.

Claudine→

C'est ma ville, celle qui m'a vu grandir. Une ville qui m'est chevillée au corps. Une ville austère, authentique mais si belle et naturelle que je voudrais magnifier par tous les moyens.

André→

C'est la nostalgie de ma jeunesse et l'espoir d'un futur prometteur. C'est la ville de tous les possibles que j'ai quitté pour mieux revenir. C'est mon port d'attache.

Stéphanie→

C'est un territoire intelligent, innovant, émouvant. Une poésie urbaine de fer et de lumière que j'ai appris à aimer par coeur.

Christel→

C'est voir l'océan, boire en dansant. C'est marcher dans le vent, naviguer à contre-courant, rencontrer des gens et aimer excessivement.

Erwan→

Timide mais fière, entre terre et mer. Le plaisir de flâner au grand air. Un territoire qui mérite d'être découvert malgré son côté austère.

Carole→

C'est l'énergie du port de commerce, la mer, sa rade. La gentillesse et le savoir-vivre de ses habitants. Mon footing au Moulin Blanc, mon café au marché Saint-Louis, mon déjeuner aux 4 Vents.

Delphine→

C'est une grue comme un phare, qui se dresse dans l'horizon, un symbole qui rassure, qui me rappelle que ma ville n'est jamais finie et que chaque habitant aide à la construire.

Guillaume→

C'est une ville accueillante. Ouverte sur le monde et à tout le monde. La convivialité est une de ses spécialités, il faut la préserver.

Laurent→

Mon Brest se vit de toutes les façons, et s'incarne dans toutes les différences. De l'agitation au bruit, en passant par l'effervescence. Il est aussi courage, détermination et force, mais c'est surtout un patchwork composé des plus beaux tissus, ceux qui nous lient.

Ewena→

MON
Brest

